



# Rapport Financier Semestriel 2009





# Rapport Financier Semestriel 2009

- I Rapport d'activité au 30 juin 2009**
- II Comptes consolidés au 30 juin 2009**
- III Attestation du responsable du rapport financier semestriel**
- IV Rapport des commissaires aux comptes**



**Rapport  
D'Activité  
Au 30 juin 2009**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au 30 juin 2009 sont établis en conformité avec la norme IAS 34.

# 1 Évolution de l'environnement

## ÉVOLUTION DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un contexte général marqué par la crise économique, le 1<sup>er</sup> semestre 2009 a alterné les bons et les mauvais signaux.

Ainsi, après une forte contraction du PIB des économies avancées au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, le 2<sup>ème</sup> trimestre a surpris de nombreux observateurs par des résultats meilleurs que les prévisions, plusieurs pays retrouvant même une croissance positive à l'image de l'Allemagne (+0,3%) et de la France (+0,3%). Certaines institutions, comme le FMI, annoncent même une possible reprise mondiale dès la fin de l'année.

Est-il alors temps de parler de « sortie de crise » ?

Certains facteurs abondent en ce sens. Le 1<sup>er</sup> semestre 2009 a vu un relatif apaisement autour des tumultes financiers à l'origine de la crise, en grande partie grâce à l'intervention massive des États : l'inquiétude quant à l'état des banques, quoique toujours significative, s'est sensiblement amoindrie, se traduisant par une réduction des tensions sur le marché interbancaire. Les plans de relance, conjointement à des conditions de financement moins défavorables, laissent espérer que les impacts de la crise sur la production des entreprises seront moins importants que prévus. Enfin, la consommation des ménages a montré une bonne résistance au 2<sup>ème</sup> trimestre, à relier au phénomène de désinflation alimenté par le recul du cours du pétrole et des prix alimentaires, mais aussi aux mesures gouvernementales de soutien à la consommation (prime à la casse, etc.), et aux prestations sociales jouant un rôle de stabilisateur dans des pays comme la France.

Cependant, plusieurs tendances lourdes apparues au cours de ce 1<sup>er</sup> semestre 2009 font peser des incertitudes sur un éventuel scénario de reprise. La forte poussée du chômage, qui pourrait atteindre un taux de 10%<sub>1</sub> à la fin de l'année en France (+2,5 points en un an<sub>2</sub>), menace le pouvoir d'achat et le moral des ménages. L'abondance des liquidités injectées dans l'économie depuis le début de la crise, alliée à une politique de taux bas de la part des banques centrales, rend en outre plausible une résurgence de l'inflation. Par ailleurs, de fortes interrogations existent quant aux marges de manœuvre demeurant au niveau des États, dont les déficits et l'endettement ont explosé.

Les marchés actions, dont le rebond de mars et avril 2009 peine à se confirmer, traduisent la difficulté d'anticipation dans laquelle se trouvent les agents économiques à la fin de ce premier semestre.

## ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ASSURANTIEL

### En Dommages

En assurance automobile, les mesures gouvernementales de soutien à l'automobile, « prime à la casse », ont permis de remonter le niveau des ventes de véhicules neufs au niveau du 1<sup>er</sup> semestre 2008 mais avec des effets négatifs sur le marché des véhicules d'occasion (- 7,2 % d'immatriculations). Le parc en circulation a été stagnant voire en diminution.

Sur le marché de l'habitation, seule la vente d'appartements neufs est repartie à la hausse, celle d'appartements anciens a continué de baisser ainsi que le nombre de déménagements. Deux importantes tempêtes ont frappé le sud-ouest et l'ouest de la France : les tempêtes Klaus et Quinten. Elles ont généré une sinistralité importante au titre des contrats multirisques.

### En Santé & Prévoyance

L'équipement des ménages en contrats santé et prévoyance a continué de progresser malgré la situation économique. Les dépenses de santé sont restées en augmentation sauf celles relatives aux postes dentaire et optique, objets d'un reste à payer plus important à charge des assurés. Ces dépenses ne pouvant pas être longtemps ajournées, un effet de rattrapage est à prévoir.

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> *Ibid.*

**En Épargne**

Les familles qui en avaient les moyens ont constitué une épargne de précaution en s'orientant vers les acteurs de confiance ; la collecte d'assurance-vie de la profession a ainsi augmenté de 6 % avec une préférence pour les versements sur les supports en euros (+14 %) alors que ceux réalisés sur les contrats en unités de compte sont toujours en forte diminution (-31 %). Dans le même temps, les retraits ont diminué de 14 %.

## 2 Faits marquants

### IMPACT DE L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS FINANCIERS

Les variations de juste valeur des placements assurance ont impacté favorablement les comptes au 30 juin 2009. L'incidence nette de participations des assurés et d'impôts différés ressort à 78.933 K€ sur les fonds propres du Groupe.

	Résultat	Réserve de réévaluation	Total
(en milliers d'euros)			
Mise en juste valeur	24 793	281 694	306 487
Participation aux bénéficiaires différée	-13 950	-180 004	-193 954
Impôts différés	-4 757	-32 873	-37 631
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	4 548	-107	4 441
<b>TOTAL</b>	<b>10 634</b>	<b>68 710</b>	<b>79 343</b>
Intérêts minoritaires	34	376	410
<b>TOTAL - Part Groupe</b>	<b>10 600</b>	<b>68 334</b>	<b>78 933</b>

### ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES

Un nombre élevé d'événements climatiques d'ampleur a été relevé au cours du premier semestre de l'année 2009, ayant eu des conséquences importantes sur le portefeuille de la MACIF.

La tempête Klaus du 24 janvier 2009 a balayé l'ensemble des départements du sud-ouest de la France. Son intensité, exceptionnelle, était comparable à celle des deux tempêtes de décembre 1999. Le territoire concerné était toutefois beaucoup plus restreint qu'en 1999.

Le nombre de dossiers IRD et auto ouverts à la MACIF au 30 juin 2009 s'élève à 50 171 pour un coût total enregistré de 69,3 M€.

La tempête Quinten du 10 février 2009 a affecté toute la moitié nord de la France. Il s'agit cette fois d'une tempête hivernale plus « classique », de forte intensité.

Le nombre de dossiers IRD et auto ouverts à la MACIF au 30 juin 2009 s'élève à 17 864 pour un coût total enregistré de 14,9 M€.

La grêle du 25 mai 2009 : le mois de mai 2009 a été marqué par de nombreux phénomènes de grêle de très forte intensité, notamment lors de la journée du 25 mai. Pour cette seule journée, le nombre de dossiers Auto ouverts à la MACIF au 30 juin 2009 s'élève à 14 694 pour un coût total enregistré de 22,6 M€.

Les conséquences de ces événements sont prises en charge par une combinaison de traités de réassurance couvrant :

- la seule sinistralité IRD en excédent de sinistre après une rétention de 15 M€ pour le premier événement (Klaus) et de 10 M€ pour le second (Quinten),
- la seule sinistralité automobile en grêle après une rétention de 10 M€,
- la sinistralité IRD et automobile résiduelle en excédent de pertes annuelles dont le montant exact ne pourra être connu qu'en fin d'exercice.

Au total, ces événements ont engendré au 30 juin 2009 un montant à charge de la MACIF de 107 M€ brut de réassurance. La rétention finale en application de ces différents traités de réassurance restera limitée.

### VARIATION DES PROVISIONS MATHÉMATIQUES DE RENTES

Les comptes arrêtés font apparaître une augmentation de la dotation des provisions mathématiques de rentes (58 M€ au 30 juin 2009 contre 32 M€ au 30 juin 2008) résultant de la baisse notable du TME (Taux Moyen des emprunts d'Etat) de -0,5% contre -0,1% au premier semestre 2008.

## ÉVOLUTION ET INNOVATION DANS L'OFFRE DE PRODUITS ET SERVICES DU GROUPE

Conscient de l'accroissement des difficultés financières que peuvent rencontrer ses sociétaires, le groupe Macif s'attache à les aider à maîtriser leurs dépenses en matière d'assurance et de protection. C'est dans cet esprit qu'a été développée une action particulière : le « *passport assurances essentielles 2009* » dans lequel sociétaires et non sociétaires retrouvent les avantages mutualistes qui font déjà partie des contrats auto, habitation, santé du groupe Macif et toutes les offres spécifiques 2009.

C'est également dans ce contexte de crise qu'il a été décidé d'élargir un dispositif social innovant, créé il y a quelques années et baptisé « *prestation solidarité chômage* », visant à prendre en charge, sous certaines conditions, une partie des cotisations d'assurance au bénéfice de sociétaires en situation de perte d'emploi. Selon des critères à remplir, ce dispositif est désormais ouvert également aux sociétaires non salariés et dispose de deux nouveaux seuils d'intervention en fonction du niveau de perte de revenus.

Au plan des offres d'assurances, comme il l'avait fait en 2008 avec le lancement de son nouveau contrat habitation, le groupe Macif a poursuivi sa politique de rénovation de ses produits en élargissant le champ des professions pouvant accéder au contrat Multigarantie Activité Professionnelle (MAP) et en améliorant certaines garanties.

De nouveaux produits ont également été mis en place pour répondre aux besoins des sociétaires : c'est ainsi qu'*en Dommages*, le Groupe propose désormais le contrat « Loyers impayés » afin de préserver au mieux les propriétaires bailleurs d'éventuels impayés de loyers ou dégradations de leurs biens. Le groupe Macif a également lancé le contrat « *protection juridique des professionnels* » qui permet d'assurer leur défense notamment pour les actions juridiques qui les opposent à un salarié ou à un fournisseur.

*En Santé & Prévoyance*, le Groupe a enrichi les garanties de sa complémentaire santé pour les particuliers à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

*En Epargne*, le groupe Macif a fait évoluer de nouveau son offre en proposant pour toute souscription d'un Livret Vie en 2009 un rendement de 4% (hors contributions sociales), avec une absence de frais sur versements et des frais de gestion exceptionnellement offerts tout au long de l'exercice.

Enfin, suite à l'agrément bancaire qu'a reçu la SOCRAM du Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement (CECEI), qui est ainsi devenue SOCRAM Banque au 1<sup>er</sup> janvier 2009, le groupe Macif a débuté la commercialisation de son *offre bancaire* « *Bleu Anis* » à destination de ses sociétaires au travers de sites pilotes et accompagnée par Macifin', plateforme téléphonique dédiée à la banque, avec une extension qui sera progressive.

## ÉVOLUTION DES PARTENARIATS, DES ALLIANCES ET DES PARTICIPATIONS DU GROUPE

La MACIF, la MAIF et la MATMUT ont annoncé le 24 mars 2009 la signature d'une lettre d'intention en vue de renforcer leur coopération au sein d'un nouveau pôle mutualiste sur le marché français de l'assurance et des services financiers. Ce rapprochement prendra la forme d'une Société de Groupe d'Assurance Mutuelle (SGAM) à laquelle chacun des partenaires sera affilié et dont la constitution devrait être effective d'ici la fin de l'année 2009.

Attachée à l'innovation sociale, la MACIF a déployé avec AXA et l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique) une offre de micro-assurance au niveau national, suite aux résultats encourageants de leur partenariat conclu il y a deux ans sur 5 régions pilotes. Cette annonce du 3 juin 2009 constitue une étape supplémentaire vers la pérennisation de la micro-assurance en France.

L'assemblée générale de MACIF-MUTUALITE a voté une motion de principe visant à la création d'unions mutualistes avec certaines mutuelles partenaires dont la SMIP et la MNFCT. Ces projets devraient se concrétiser au cours du second semestre 2009 et confirment la volonté commune de rassembler autour d'un même pôle des structures partageant des visions communes sur les enjeux à venir de protection sociale.

Après une phase test, pour laquelle un protocole d'accord avait été signé en 2006, le groupe Macif et MEDICIS (Mutuelle retraite des indépendants) ont officialisé le 4 mars 2009 leur partenariat sur la retraite des commerçants et réfléchissent désormais à son élargissement en termes d'offre de produits de prévoyance et d'épargne afin d'appréhender l'ensemble du marché des professionnels indépendants.

**AUTRE ÉLÉMENT**

Le groupe Macif a adopté, lors de son Congrès réuni en février 2009, son nouveau Projet d'Entreprise qui définit les orientations stratégiques pour la période 2010-2015. Plusieurs plans d'actions sont depuis en cours de préparation dont certains, comme la structuration juridique du Groupe, l'adaptation de sa gouvernance ou l'optimisation de son activité IARD, sont considérés comme structurants et devraient donc entrer dans une phase opérationnelle de façon plus prioritaire.



## 3 Événements postérieurs à la clôture

### ÉVOLUTION DES PARTENARIATS, DES ALLIANCES ET DES PARTICIPATIONS DU GROUPE

BPCE, le nouvel organe central commun des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne est devenu, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009, le nouvel actionnaire de diverses participations communes, venant ainsi se substituer à la CNCE (notamment dans GCE Assurances, Séréna, CEMM et le GIE du Partenariat CEMM), ces participations ayant été apportées par la CNCE (Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance) à BPCE. Le Président du directoire de BPCE a confirmé que l'apport de cette participation au nouvel ensemble ne remettait pas en cause les relations nouées jusqu'à présent dans le cadre de l'alliance stratégique entre MAIF, MACIF et le Groupe Caisse d'Épargne (GCE).

Une nouvelle étape a d'ailleurs été franchie le 24 juillet 2009 dans ce cadre par la cession complémentaire des actions détenues dans SOCRAM Banque par MAIF et MACIF à la CNCE. La MACIF voit ainsi sa participation réduite à 33,60 % et celle de la MAIF à 20 %, pour porter celle de la CNCE à 33,42 %. Cette opération concrétise ainsi la volonté des 3 partenaires d'avoir un acteur bancaire de référence dans le capital de SOCRAM Banque.

# 4 Évolution prévisible et principaux risques

## ÉVOLUTION PRÉVISIBLE

En assurance IARD, la dégradation de la sinistralité observée sur le premier semestre relève principalement du renchérissement des charges sur les garanties matérielles auto et dommages corporels (RPFA), de la survenance d'événements climatiques de forte ampleur et d'une forte dotation aux provisions mathématiques de rentes suite à la baisse du TME (en moyenne semestrielle). Compte tenu des protections de réassurance actuelles, la survenance éventuelle d'événements climatiques majeurs sur le second semestre, sauf caractère exceptionnel, n'impactera que marginalement les résultats. Par ailleurs, la dégradation de la sinistralité courante au 1<sup>er</sup> semestre a conduit mécaniquement à un renforcement des provisions de sinistres, renforcement qu'il ne sera pas nécessaire de réitérer au 2<sup>nd</sup> semestre (sauf nouvelle dégradation).

En assurance-vie, la forte progression de la collecte va se poursuivre, notamment grâce au recul des placements liquides (baisse du taux du Livret A). Il est trop tôt pour apprécier les perspectives de redressement des marchés financiers mais des signes encourageants laissent entrevoir une amélioration possible dès la fin 2009.

## PRINCIPAUX RISQUES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont décrits dans la Section G « Gestion et facteurs de risques » du Rapport Financier Annuel 2008, ainsi que dans le chapitre 8 de l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2008 « Gestion des risques », déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le Groupe sur la fin de l'exercice en cours. Il n'est pas anticipé d'incertitudes ou de risques significatifs autres que ceux présentés dans ce document, en dehors du point suivant sur le risque de pandémie à intégrer dans les facteurs de risques opérationnels évoqués dans le rapport financier annuel (Section G 2-a) :

### *Le risque de pandémie grippale et le plan de continuité des activités associées*

Le premier semestre de l'année 2009 a été marqué par la découverte de nombreux cas de grippe A (H1N1) d'abord sur le continent américain puis sur l'ensemble des continents. Face à ce phénomène qualifié de pandémie par les autorités de santé (OMS), le gouvernement français a installé début mai 2009 une « cellule de continuité économique » incitant les entreprises à préparer des plans de continuité face à la montée de l'inquiétude et des risques économiques jugés sérieux par les experts.

Le groupe Macif, dans le cadre du plan national de prévention et de lutte « pandémie grippale », a décidé de mettre en œuvre des groupes de travail internes. Un plan de continuité d'activités en cas de pandémie grippale est en cours d'élaboration. Pour ce faire, le groupe Macif a repris les hypothèses avancées par les autorités sanitaires et les experts.

Le Groupe a ainsi identifié les activités jugées stratégiques et les principaux risques majeurs découlant de la pandémie : sécurité au travail des collaborateurs, absentéisme, perturbation de l'activité, indisponibilité simultanée de plusieurs dirigeants ou responsables, difficultés d'approvisionnement / défaillance de fournisseurs et de sous-traitants, dégradation de certains services sensibles, perturbation des circuits financiers.

A partir de ces risques, le plan de continuité d'activité doit permettre au groupe Macif d'assurer la continuité de ses activités critiques en mettant en œuvre (dans l'hypothèse où le risque de pandémie en France serait évalué en niveau 6) des mesures préalablement définies.

L'éventuelle mise en œuvre opérationnelle du plan de continuité sera coordonnée par un Comité de pilotage appuyé par une cellule de crise.

Au plan assurantiel, la MACIF exerce une veille sur les données techniques et prend en considération par ses simulations les taux de contamination et de létalité actuellement communiqués. A ce stade, le taux de létalité constaté demeure relativement faible et sans impact significatif sur la charge sinistre potentielle.

## 5 Analyse des comptes semestriels

### PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2009, le périmètre de consolidation rassemble 120 structures réparties sur 4 secteurs d'activité : Dommages - Epargne – Santé & Prévoyance – Autres activités.

	30 juin 09	31 déc 08
Consolidation par intégration globale	110	108
Consolidation par mise en équivalence	10	10
<b>TOTAL</b>	<b>120</b>	<b>118</b>

Les principaux mouvements enregistrés au 30 juin 2009 portent sur l'entrée dans le périmètre de consolidation de deux sociétés :

- MACIFIN<sup>7</sup> = cette société a pour objet social de mettre en oeuvre une activité de centre de relation clientèle (plateforme téléphonique de distribution de produits bancaires et d'assurance).
- IDMACIF = cette société a une activité de courtage en assurance via internet.

L'impact des variations de périmètre sur les principaux indicateurs du Groupe est résumé ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Cotisations acquises brutes	Résultat opérationnel courant	Résultat net Groupe	Réserves Groupe	Capitaux propres Groupe
Macifin <sup>7</sup>		-4 236	-4 245	-3 079	-7 324
Idmacif		-2 980	-3 344	-6 349	-9 693
Groupe lma				-1 206	-1 206
Autres mouvements					
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>-7 216</b>	<b>-7 589</b>	<b>-10 634</b>	<b>-18 223</b>

## ACTIVITÉ

Les cotisations acquises du groupe Macif s'élèvent à 2.722.314 K€ contre 2.555.902 K€ au 30 juin 2008 (+6,5%). Une forte croissance est constatée sur l'ensemble des marchés assurance du groupe Macif à l'exception du marché DOMMAGES pour lequel le développement du nombre de contrats et du sociétariat a été partiellement compensé par les baisses tarifaires accordées sur le segment AUTO.

(en milliers d'euros)	30 juin 09		30 juin 08		Variation	
	K€	%	K€	%	K€	%
<b>Dommages</b>	<b>1 360 929</b>	<b>50%</b>	<b>1 354 096</b>	<b>53%</b>	<b>6 833</b>	<b>0,5%</b>
- Auto	873 032	32%	915 703	36%	-42 671	-4,7%
- Habitation	285 008	10%	264 327	10%	20 681	7,8%
- Autres assurances de biens	202 889	7%	174 066	7%	28 823	16,6%
<b>Epargne</b>	<b>1 118 534</b>	<b>41%</b>	<b>981 029</b>	<b>38%</b>	<b>137 505</b>	<b>14,0%</b>
<b>Santé &amp; Prévoyance</b>	<b>242 851</b>	<b>9%</b>	<b>220 777</b>	<b>9%</b>	<b>22 074</b>	<b>10,0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 722 314</b>	<b>100%</b>	<b>2 555 902</b>	<b>100%</b>	<b>166 412</b>	<b>6,5%</b>

**En Dommages**, les cotisations acquises ressortent à 1.360.929 K€, en progression de 0,5%. La légère croissance du chiffre d'affaires résulte principalement des effets compensatoires entre la progression du nombre de risques en portefeuille et la politique tarifaire orientée à la baisse en 2009. Ce phénomène contribue également à réduire le poids du segment AUTO dans le total des cotisations acquises du Groupe (32 % au 30 juin 2009 contre 36 % au 30 juin 2008).

**En Epargne**, l'offre du groupe Macif se caractérise par des contrats privilégiant simplicité d'utilisation et sécurité des placements. Dans un environnement financier marqué par la baisse du taux du Livret A et les incertitudes persistantes sur les marchés financiers, elle permet au groupe Macif de réaliser une collecte de 1.118.534 K€, en progression de +14 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Les supports en euros représentent la quasi-totalité des encaissements de la période. Le taux d'équipement du sociétariat MACIF progresse régulièrement. Il ressort à 13,66 % fin juin 2009 contre 12,76 % fin juin 2008.

**En Santé & Prévoyance**, les cotisations acquises (hors RPFA) s'élèvent à 242.851 K€, en progression de 10% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Le détail par entité pour les activités assurance est présenté ci-dessous :

(en milliers d'euros)	30 juin 09		30 juin 08		Variation	
	K€	%	K€	%	K€	%
Macif	1 295 908	47,60%	1 296 648	50,73%	-740	-0,1%
Macifilia	63 943	2,35%	56 452	2,21%	7 491	13,3%
Thémis	1 078	0,04%	996	0,04%	82	8,2%
<b>Dommages</b>	<b>1 360 929</b>	<b>49,99%</b>	<b>1 354 096</b>	<b>52,98%</b>	<b>6 833</b>	<b>0,5%</b>
Mutavie	1 118 534	41,09%	981 029	38,38%	137 505	14,0%
<b>Epargne</b>	<b>1 118 534</b>	<b>41,09%</b>	<b>981 029</b>	<b>38,38%</b>	<b>137 505</b>	<b>14,0%</b>
Macif Mutualité	198 932	7,31%	177 250	6,93%	21 682	12,2%
Smip	40 587	1,49%	38 126	1,49%	2 461	6,5%
Icirs Prévoyance	3 332	0,12%	5 401	0,21%	-2 069	-38,3%
<b>Santé &amp; prévoyance</b>	<b>242 851</b>	<b>8,92%</b>	<b>220 777</b>	<b>8,64%</b>	<b>22 074</b>	<b>10,0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 722 314</b>	<b>100%</b>	<b>2 555 902</b>	<b>100%</b>	<b>166 412</b>	<b>6,5%</b>

Les cotisations acquises du groupe Macif sont réalisées sur une seule zone géographique : la France.

Le chiffre d'affaires réalisé par les structures hors assurance reste comme au premier semestre 2008 assez peu significatif à l'échelle du Groupe. Il représente 16.579 K€ contre 42.229 K€ au 30 juin 2008. Cette variation s'explique par les programmes de cessions réalisés en 2008 par la société Lesseps Promotion.

**RÉSULTAT**

Le résultat net Part du Groupe s'élève à -68.940 K€, comparé à 193.855 K€ au premier semestre 2008.

L'écart de résultat s'explique principalement par la réalisation en 2008 d'une plus-value nette de 227.237 K€ enregistrée lors de la cession des actifs immobiliers détenus par les sociétés Marseille Grand Littoral SAS et Lesseps Promotion (cession des lots de volume détenus par chacune de ces filiales dans le centre commercial Marseille Grand Littoral). Retraité de cette plus-value exceptionnelle, l'écart de performance ressort à -35.558 K€.

(en milliers d'euros)	30 juin 09	30 juin 08	Var°	%
<b>Primes acquises</b>	<b>2 722 314</b>	<b>2 555 902</b>	<b>166 412</b>	<b>6,5%</b>
Charges des prestations des contrats	-2 887 383	-2 394 769	-492 614	
Solde de réassurance	27 819	-49 397	77 216	
Frais d'acquisition & d'administration	-214 646	-194 589	-20 057	
Autres produits et charges	-72 836	-43 178	-29 658	
<b>Marge technique</b>	<b>-424 732</b>	<b>-126 031</b>	<b>-298 701</b>	<b>-237,0%</b>
Produits financiers nets - Hors juste valeur	306 165	316 672	-10 507	
Produits financiers nets - Mise en juste valeur	24 793	-163 106	187 899	
<b>Produits financiers nets</b>	<b>330 958</b>	<b>153 566</b>	<b>177 392</b>	<b>115,5%</b>
			-	
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>-93 774</b>	<b>27 535</b>	<b>-121 309</b>	<b>-440,6%</b>
Autres produits et charges opérationnels	-353	224 886	-225 239	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-94 127</b>	<b>252 421</b>	<b>-346 548</b>	<b>-137,3%</b>
Autres produits et charges	25 257	-57 642	82 899	
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>-68 870</b>	<b>194 779</b>	<b>-263 649</b>	<b>-135,4%</b>
Intérêts minoritaires	70	924		
<b>Résultat net - Part du Groupe</b>	<b>-68 940</b>	<b>193 855</b>	<b>-263 649</b>	<b>-135,6%</b>

Au 30 juin 2009, les principaux facteurs explicatifs du résultat sont :

- **l'alourdissement de la charge de sinistralité** : les charges des prestations des contrats sont en hausse de 492.614 K€ au 30 juin 2009. Cette évolution s'explique en DOMMAGES par la survenance d'événements climatiques exceptionnels (tempêtes KLAUS et QUINTEN, chutes de grêles) et le rechargement des provisions mathématiques de rentes (hausse du TME moyen), en EPARGNE par la progression des intérêts servis aux sociétaires. L'évolution des charges des prestations des contrats est présentée par secteur dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	30 juin 09	30 juin 08	Variation	%
Dommages	-1 379 826	-1 174 708	-205 118	41,6%
Epargne	-1 317 772	-1 042 338	-275 434	55,9%
Santé & Prévoyance	-189 785	-177 723	-12 062	2,5%
Autres	-			
<b>TOTAL</b>	<b>-2 887 383</b>	<b>-2 394 769</b>	<b>-492 614</b>	<b>100,0%</b>

• **la progression des produits financiers générés par les actifs évalués à la juste valeur par le résultat** : ces produits financiers s'élèvent à +24.793 K€ au 30 juin 2009 contre -163.106 K€ au 30 juin 2008. Cette progression est partiellement absorbée par la constatation des droits des assurés (participation aux bénéfices différée) et la fiscalisation des retraitements (impôts différés). L'impact net de la variation de juste valeur des actifs évalués à la juste valeur par résultat ressort à +10.600 K€ au 30 juin 2009 contre - 46.614 K€ au 30 juin 2008.

	30-juin-09			30-juin-08		
	Avant Juste Valeur	Juste Valeur	Après Juste Valeur	Avant Juste Valeur	Juste Valeur	Après Juste Valeur
(en milliers d'euros)						
<b>Cotisations acquises</b>	<b>2 722 314</b>	<b>0</b>	<b>2 722 314</b>	<b>2 555 902</b>	<b>0</b>	<b>2 555 902</b>
Charges des prestations (hors PB sur juste valeur)	-2 873 433	0	-2 873 433	-2 485 808	0	-2 485 808
<b>Marge brute</b>	<b>-151 119</b>	<b>0</b>	<b>-151 119</b>	<b>70 094</b>	<b>0</b>	<b>70 094</b>
Charges/produits nets des cessions en réass.	27 819	0	27 819	-49 397	0	-49 397
<b>Marge nette</b>	<b>-123 300</b>	<b>0</b>	<b>-123 300</b>	<b>20 697</b>	<b>0</b>	<b>20 697</b>
Frais d'acquisition et d'administration des contrats	-214 646	0	-214 646	-194 589	0	-194 589
Autres charges et produits opérationnels courants	-72 836	0	-72 836	-43 178	0	-43 178
<b>Marge technique</b>	<b>-410 782</b>	<b>0</b>	<b>-410 782</b>	<b>-217 070</b>	<b>0</b>	<b>-217 070</b>
Produits des placements nets de charges	306 165	24 793	330 958	316 672	-163 106	153 566
Participation différée sur juste valeur	0	-13 950	-13 950	0	91 039	91 039
<b>Marge financière</b>	<b>306 165</b>	<b>10 843</b>	<b>317 008</b>	<b>316 672</b>	<b>-72 067</b>	<b>244 605</b>
Autres produits et charges opérationnels	-353	0	-353	224 886	0	224 886
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>-104 970</b>	<b>10 843</b>	<b>-94 127</b>	<b>324 488</b>	<b>-72 067</b>	<b>252 421</b>
Charges de financement	-11 959	0	-11 959	-15 122	0	-15 122
Quote-part dans les résultats des entreprises MEE	233	4 548	4 781	2 044	440	2 484
Impôts sur les résultats	37 192	-4 757	32 435	-70 017	25 013	-45 004
<b>RESULTAT NET CONSOLIDE</b>	<b>-79 504</b>	<b>10 634</b>	<b>-68 870</b>	<b>241 393</b>	<b>-46 614</b>	<b>194 779</b>
Intérêts des minoritaires	36	34	70	924	0	924
<b>RESULTAT NET ( Part du Groupe )</b>	<b>-79 540</b>	<b>10 600</b>	<b>-68 940</b>	<b>240 469</b>	<b>-46 614</b>	<b>193 855</b>

PB = Participation aux bénéfices

MEE = Mise en équivalence

• **l'absence de plus-values de cession exceptionnelles sur les actifs immobiliers** : au 30 juin 2009, les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à -353 K€ contre +224.886 K€ au 30 juin 2008. Nous rappelons qu'en 2008, le groupe Macif a procédé à la cession des actifs des sociétés Marseille Grand Littoral SAS et Lesseps Promotion. Cette cession avait généré une plus-value de 274.539 K€ et majoré le résultat semestriel 2008 de 227.237 K€.

Le résultat semestriel peut également être analysé par secteur d'activité.

Les quatre premières colonnes du tableau ci-dessous détaillent les contributions des quatre secteurs d'activité au résultat du Groupe avant élimination des opérations intersectorielles.

	Dommmages	Epargne	Santé & Prévoyance	Autres	Opérations Inter- sectorielles	TOTAL
(en milliers d'euros)						
<b>Primes acquises</b>	<b>1 360 929</b>	<b>1 118 818</b>	<b>244 951</b>	<b>0</b>	<b>-2 384</b>	<b>2 722 314</b>
<b>Charges prestat° des contrats</b>	<b>-1 379 832</b>	<b>-1 317 772</b>	<b>-191 588</b>	<b>0</b>	<b>1 809</b>	<b>-2 887 383</b>
<b>Solde de réassurance</b>	<b>29 312</b>	<b>-184</b>	<b>-1 810</b>	<b>0</b>	<b>501</b>	<b>27 819</b>
<b>Frais de gestion</b>	<b>-168 263</b>	<b>-21 245</b>	<b>-34 540</b>	<b>0</b>	<b>9 402</b>	<b>-214 646</b>
<b>Autres produits et charges</b>	<b>-36 460</b>	<b>-5 119</b>	<b>-25 223</b>	<b>2 932</b>	<b>-8 966</b>	<b>-72 836</b>
<b>Marge technique</b>	<b>-194 314</b>	<b>-225 502</b>	<b>-8 210</b>	<b>2 932</b>	<b>362</b>	<b>-424 732</b>
<b>Prod. fin. nets - Hors juste valeur</b>	<b>74 568</b>	<b>224 961</b>	<b>7 474</b>	<b>82</b>	<b>-920</b>	<b>306 165</b>
<b>Prod. fin. nets - Juste valeur</b>	<b>9 588</b>	<b>15 005</b>	<b>189</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>24 793</b>
<b>Produits financiers nets</b>	<b>84 156</b>	<b>239 966</b>	<b>7 663</b>	<b>93</b>	<b>-920</b>	<b>330 958</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>-110 158</b>	<b>14 464</b>	<b>-547</b>	<b>3 025</b>	<b>-558</b>	<b>-93 774</b>
<b>Autres produits &amp; charges op.</b>	<b>781</b>	<b>382</b>	<b>-2 850</b>	<b>1 271</b>	<b>63</b>	<b>-353</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-109 377</b>	<b>14 846</b>	<b>-3 397</b>	<b>4 296</b>	<b>-495</b>	<b>-94 127</b>
<b>Autres produits et charges</b>	<b>39 118</b>	<b>-16 189</b>	<b>-1 172</b>	<b>3 005</b>	<b>495</b>	<b>25 257</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>-70 259</b>	<b>-1 343</b>	<b>-4 569</b>	<b>7 301</b>	<b>0</b>	<b>-68 870</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>-1</b>	<b>-73</b>		<b>144</b>		<b>70</b>
<b>Résultat net groupe</b>	<b>-70 258</b>	<b>-1 270</b>	<b>-4 569</b>	<b>7 157</b>	<b>0</b>	<b>-68 940</b>

**En Dommages**, la charge de sinistralité AUTO du 1<sup>er</sup> semestre 2009 affiche une hausse de 17 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008, notamment en raison d'une sur-sinistralité matérielle. En HABITATION, la sinistralité progresse également, après prise en compte de plusieurs sinistres climatiques importants. Le solde de réassurance absorbe partiellement cette dérive de la sinistralité et s'établit à +29.312 K€ contre -49.191 K€ au 30 juin 2008. Le résultat opérationnel courant s'établit à -110.158 K€ après prise en compte de la juste valeur des actifs financiers. Les autres produits et charges opérationnels sont non significatifs. In fine, la contribution du secteur DOMMAGES au résultat net du Groupe ressort à -70.258 K€.

**En Epargne**, la collecte nette (cotisations acquises nettes des retraits effectués par les épargnants) ressort à 556.000 K€, en hausse de 56% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Les sorties sont en diminution de 13% par rapport au 30 juin 2008. Le montant de l'épargne gérée atteint 13.500.000 K€ en hausse de plus de 8% par rapport au 30 juin 2008. Les produits financiers nets sont en forte progression après prise en compte de la juste valeur des actifs financiers. Le résultat opérationnel courant s'élève à 14.464 K€ au 30 juin 2009. La contribution du secteur EPARGNE au résultat net du Groupe s'établit à -1.270 K€.

**En Santé & Prévoyance**, le fort développement de l'activité s'effectue sans dégradation de la sinistralité. Le ratio sinistres sur primes (charges de sinistres / primes acquises) s'élève à 78% au 30 juin 2009 contre 80% au 30 juin 2008. Les autres produits et charges et les produits financiers nets sont en revanche en repli par rapport au 30 juin 2008. La contribution du secteur SANTE & PREVOYANCE au résultat net du Groupe s'établit à -4.569 K€.

**Les autres activités** : elles rassemblent principalement les sociétés immobilières et financières du groupe Macif. Ces entités dégagent une contribution positive au résultat net du Groupe à hauteur de 7.157 K€.

**FONDS PROPRES**

Les fonds propres du Groupe s'élèvent à 1.555.740 K€, en repli de 3.058 K€ par rapport au 31 décembre 2008.

Cet écart s'explique par l'effet de compensation entre le résultat semestriel et la variation de la réserve de réévaluation.

La réserve de réévaluation, qui constate les mouvements de juste valeur des actifs évalués en juste valeur par les réserves (AFS), enregistre pour sa part une progression de 72.284 K€.

(en milliers d'euros)	30 juin 09	31 déc 08	Var°	%
Fonds d'établissement	216 227	213 952	2 275	
Primes				
Réserve de réévaluation	138 225	65 941	72 284	
Autres réserves	1 273 075	1 176 468	96 607	
Résultats cumulés	-2 847	2 858	-5 705	
Résultat de l'exercice	-68 940	99 579	-168 519	
<b>FONDS PROPRES GROUPE</b>	<b>1 555 740</b>	<b>1 558 798</b>	<b>-3 058</b>	<b>-0,2%</b>





# Comptes Consolidés Établis en normes IFRS

**Le Bilan**

**Le Compte de Résultat**

**L'Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés  
directement en capitaux propres**

**Le Tableau de Variation des Capitaux Propres**

**Le Tableau des Flux de Trésorerie**

**L'Annexe**

## ACTIF

(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 09	31 déc 08
Ecarts d'acquisition	18 015	18 015
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance		
Autres immobilisations incorporelles	91 971	81 104
<b>7.1 ACTIFS INCORPORELS</b>	<b>109 986</b>	<b>99 119</b>
Immobilier de placement	234 571	310 019
Immobilier de placement en UC		
<b>7.2 Placements financiers</b>	<b>17 331 556</b>	<b>16 491 441</b>
<b>7.3 Placements financiers en UC</b>	<b>112 857</b>	<b>110 003</b>
Instrumentés dérivés et dérivés incorporés séparés	10 807	4 189
<b>PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE</b>	<b>17 689 791</b>	<b>16 915 652</b>
<b>7.4 EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES</b>	<b>167 002</b>	<b>168 258</b>
<b>7.5 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES</b>	<b>292 844</b>	<b>288 740</b>
<b>PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS</b>	<b>550 266</b>	<b>451 516</b>
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	323 140	318 231
<b>7.6 Frais d'acquisition reportés</b>	<b>211 531</b>	<b>160 682</b>
<b>7.7 Participation aux bénéficiaires différée active</b>	<b>255 096</b>	<b>400 860</b>
Actifs d'impôts différés		316 791
Créances nées des opérations d'assurance	1 423 672	230 541
Créances nées des opérations de réassurance	1 368	38 844
Créances d'impôt exigible	21 039	30 258
Autres créances	246 650	260 744
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>2 482 496</b>	<b>1 756 951</b>
<b>7.8 ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES</b>	<b>51 583</b>	
<b>7.9 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>2 063 474</b>	<b>1 740 107</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>23 407 442</b>	<b>21 420 343</b>

## PASSIF

(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 09	31 déc 08
Capital social ou fonds équivalents	216 227	213 952
Primes d'émission, de fusion et d'apport		
Réserve de réévaluation	138 225	65 941
Autres réserves	1 273 075	1 176 468
Résultats cumulés	-2 847	2 858
Résultat net	-68 940	99 579
<b>7.10 CAPITAUX PROPRES GROUPE</b>	<b>1 555 740</b>	<b>1 558 798</b>
7.10 Intérêts minoritaires	22 354	21 811
<b>CAPITAUX PROPRES TOTAUX</b>	<b>1 578 094</b>	<b>1 580 609</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>104 914</b>	<b>110 752</b>
Dettes subordonnées	268 438	260 578
Dettes de financement représentées par des titres		
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	86 493	91 130
Autres dettes de financement	6 907	6 993
<b>7.11 DETTES DE FINANCEMENT</b>	<b>361 838</b>	<b>358 701</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>	20 176 043	17 923 722
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>	112 857	110 003
<b>7.12 Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</b>	<b>20 288 900</b>	<b>18 033 725</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>	164 478	159 765
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>		
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i>		
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers</b>	<b>164 478</b>	<b>159 765</b>
Instruments dérivés séparés sur contrats		
<b>7.12 Participation aux bénéfices différée passive</b>	<b>14 682</b>	<b>3 883</b>
<b>PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS</b>	<b>20 468 060</b>	<b>18 197 373</b>
<b>RESSOURCES DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE</b>		
<b>PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES</b>	<b>242 652</b>	<b>559 380</b>
<b>DETTES ENVERS LES PORTEURS DE PARTS D'OPCVM CONSOLIDES</b>	<b>180 182</b>	<b>94 694</b>
Dettes d'exploitation représentées par des titres		
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	48 544	130 023
Instruments dérivés passifs	714	1 828
Dettes nées des opérations d'assurance	33 963	41 400
Dettes nées des opérations de réassurance	66 422	25 403
Dettes d'impôt exigibles	16	32 950
Autres dettes	322 043	287 230
<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>471 702</b>	<b>518 834</b>
<b>7.8 PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES</b>		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>23 407 442</b>	<b>21 420 343</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 09	30 juin 08	31 déc 08
<i>Primes émises</i>	3 948 403	3 733 928	4 977 536
<i>Variation des primes non acquises</i>	-1 226 089	-1 178 026	-13 970
<b>7.13 Primes acquises</b>	<b>2 722 314</b>	<b>2 555 902</b>	<b>4 963 566</b>
<b>Produit net bancaire, net du coût du risque</b>			
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	16 579	42 229	59 752
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-68 466	-57 103	-121 863
<i>Produits des placements</i>	347 987	364 597	733 513
<i>Charges des placements</i>	-9 533	-52 025	-100 092
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	2 814	45 105	57 266
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	24 793	-163 106	-389 667
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-35 103	-41 005	-370 961
<b>Produits des placements nets de charges</b>	<b>330 958</b>	<b>153 566</b>	<b>-69 941</b>
<b>7.14 Charges des prestations des contrats</b>	<b>-2 887 383</b>	<b>-2 394 769</b>	<b>-4 373 558</b>
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-91 569	-89 893	-160 151
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	119 388	40 496	100 034
<b>7.15 Charges ou produits nets des cessions en réassurance</b>	<b>27 819</b>	<b>-49 397</b>	<b>-60 117</b>
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>			
Charges des autres activités	-20 245	-28 023	-51 936
Frais d'acquisition des contrats	-162 418	-145 800	-372 805
<b>Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés</b>			
Frais d'administration	-52 228	-48 789	-99 345
Autres produits et charges opérationnels courants	-704	-281	-1 171
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>-93 774</b>	<b>27 535</b>	<b>-127 418</b>
Autres produits et charges opérationnels	-353	224 886	229 328
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>-94 127</b>	<b>252 421</b>	<b>101 910</b>
Charge de financement	-11 959	-15 122	-30 274
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	4 781	2 484	2 629
<b>7.16 Impôts sur les résultats</b>	<b>32 435</b>	<b>-45 004</b>	<b>26 509</b>
<b>Résultat sur abandon d'activité après impôt</b>			
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>-68 870</b>	<b>194 779</b>	<b>100 774</b>
Intérêts minoritaires	70	924	1 195
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>	<b>-68 940</b>	<b>193 855</b>	<b>99 579</b>

## ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 09	30 juin 08	31 déc 08
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>-68 940</b>	<b>193 855</b>	<b>99 579</b>
<b>Ecarts de conversion</b>			
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	277 229	-446 794	-104 409
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des immobilisations			
<b>Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies</b>			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-107	86	-22
"Comptabilité reflet" brute d'impôt différé	-171 040	293 325	17 616
Impôts	-33 798	47 919	29 480
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres groupe</b>	<b>72 284</b>	<b>-105 464</b>	<b>-57 335</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe</b>	<b>3 344</b>	<b>88 391</b>	<b>42 244</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires</b>	<b>594</b>	<b>-38</b>	<b>788</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>3 938</b>	<b>88 353</b>	<b>43 032</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

AU 30 JUIN 2009

(en milliers d'euros)

Notes	Part du groupe					Total	Part des minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Primes	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Résultats cumulés			
Situation à la clôture 31 décembre 2008	213 952		65 941	1 179 326	99 579	1 558 798	21 811	1 580 609
<b>Incidence des réévaluations</b>								
Actifs disponibles à la vente ( AFS)			277 122			277 122	9 764	286 886
<i>Gain / ( perte) d'évaluation pris en capitaux propres</i>			272 078			272 078	9 616	281 694
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>			5 044			5 044	148	5 192
<b>Dérivés de couverture de trésorerie</b>								
<i>Gain / (perte) pris en capitaux propres</i>								
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>								
7.12 Participation différée brute d'impôt différé			-171 040			-171 040	-8 964	-180 004
<b>Incidence des écarts de conversion</b>								
Impôts exigibles ou différés			-33 798			-33 798	-276	-34 074
Revenu net reconnu en capitaux propres			72 284			72 284	524	72 808
Résultat net					-68 940	-68 940	70	-68 870
<b>Total des produits et des pertes reconnus de la période</b>			72 284		-68 940	3 344	594	3 938
7.10 Droits d'adhésion	2 275					2 275		2 275
7.10 Affectation du résultat				99 579	-99 579			
7.10 Variations de périmètre				-10 643		-10 643		-10 643
7.10 Autres variations				1 966		1 966	-51	1 915
Situation à la clôture 30 juin 2009	216 227		138 225	1 270 228	-68 940	1 555 740	22 354	1 578 094

**AU 30 JUIN 2008**

(en milliers d'euros)

Notes	Part du groupe						Part des minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Primes	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Résultats cumulés	Total		
Situation à la clôture 31 décembre 2007	209 334		123 276	1 087 904	102 335	1 522 849	22 019	1 544 868
<b>Incidence des réévaluations</b>								
Actifs disponibles à la vente ( AFS)			-446 801			-446 801	-16 904	-463 705
<i>Gain / ( perte) d'évaluation pris en capitaux propres</i>			-408 982			-408 982	-15 529	-424 511
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>			-37 819			-37 819	-1 375	-39 194
<b>Dérivés de couverture de trésorerie</b>								
<i>Gain / (perte) pris en capitaux propres</i>								
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>								
Participation différée brute d'impôt différé			293 325	813		294 138	15 415	309 553
<b>Incidence des écarts de conversion</b>								
Impôts exigibles ou différés			47 919			47 919	528	48 447
Revenu net reconnu en capitaux propres			-105 557	813		-104 744	-961	-105 705
Résultat net					193 855	193 855	923	194 778
<b>Total des produits et des pertes reconnus de la période</b>			<b>-105 557</b>	<b>813</b>	<b>193 855</b>	<b>89 111</b>	<b>-38</b>	<b>89 073</b>
Droits d'adhésion	2 355					2 355		2 355
Affectation du résultat				102 335	-102 335			
Variations de périmètre				-598		-598		-598
Autres variations			86	-1 095		-1 009	-275	-1 284
Situation à la clôture 30 juin 2008	211 689		17 805	1 189 359	193 855	1 612 708	21 706	1 634 414

**TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE**

(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 09	30 juin 08
<b>Résultat opérationnel avant impôt</b>	<b>-94 127</b>	<b>252 421</b>
<i>Plus et moins-values de cession des placements</i>	21 494	-282 398
<i>Dotations nettes aux amortissements</i>	21 970	56 640
7.6 <i>Variation des frais d'acquisition reportés</i>	-50 849	-49 269
<i>Variation des dépréciations</i>	-12 886	23 230
<i>Dotations nettes aux passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance et contrats financiers</i>	2 065 227	1 699 508
<i>Dotations nettes aux autres provisions</i>	88 634	-2 799
<i>Variation de la juste valeur des placements et autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (hors trésorerie et équivalent de trésorerie)</i>	-19 294	174 906
<i>Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans résultat opérationnel</i>	22 235	55 304
<b>Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement</b>	<b>2 136 531</b>	<b>1 675 122</b>
<b>Variation des créances et dettes d'exploitation</b>	<b>-1 186 176</b>	<b>-1 198 402</b>
<b>Variation des valeurs données ou reçues en pension</b>		
<b>Flux de trésorerie provenant des autres actifs et passifs</b>	<b>13 073</b>	<b>6 354</b>
<b>Impôts nets décaissés</b>	<b>11 142</b>	<b>4 522</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>	<b>880 443</b>	<b>740 018</b>
<b>Acquisitions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise</b>	<b>5 088</b>	<b>-450</b>
<b>Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée</b>		<b>42 058</b>
<b>Prises de participation dans des entreprises associées</b>	<b>-9 534</b>	<b>-23 250</b>
<b>Cessions de participations dans des entreprises associées</b>	<b>27</b>	<b>26</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre</b>	<b>-4 419</b>	<b>18 384</b>
<b>Cessions de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés</b>	<b>2 379 591</b>	<b>9 057 500</b>
<b>Cessions d'immobilier de placement</b>	<b>88 339</b>	<b>172 871</b>
<b>Cessions des placements &amp; instruments dérivés des autres activités</b>	<b>1 133</b>	<b>1 862</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements d'actifs financiers</b>	<b>2 469 063</b>	<b>9 232 233</b>
<b>Acquisition de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés</b>	<b>-2 878 163</b>	<b>-10 382 278</b>
<b>Acquisition d'immobilier de placement</b>	<b>-35 258</b>	<b>-40 104</b>
<b>Acquisition et/ou émission de placements et instruments dérivés des autres activités</b>	<b>-2 391</b>	<b>77 456</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions d'actifs financiers</b>	<b>-2 915 812</b>	<b>-10 344 926</b>
<b>Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>3 642</b>	<b>367 620</b>
<b>Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-29 595</b>	<b>-46 906</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immob. corporelles et incorporelles</b>	<b>-25 953</b>	<b>320 713</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>	<b>-477 121</b>	<b>-773 595</b>
7.10 <b>Droits d'adhésion</b>	<b>2 275</b>	<b>2 355</b>
<b>Emissions d'instruments de capital</b>		<b>1 500</b>
<b>Remboursements d'instruments de capital</b>		
<b>Opérations sur actions propres</b>	<b>6 000</b>	
<b>Dividendes payés</b>		<b>-234</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires et sociétaires</b>	<b>8 275</b>	<b>3 621</b>
<b>Trésorerie générée par les émissions de dettes de financement</b>	<b>801</b>	<b>105 407</b>
<b>Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement</b>	<b>-3 384</b>	<b>-49 071</b>
<b>Intérêts payés sur dettes de financement</b>	<b>-4 168</b>	<b>-885</b>
<b>Flux de trésorerie liés au financement du Groupe</b>	<b>-6 751</b>	<b>55 451</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>1 524</b>	<b>59 072</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier</b>	<b>1 610 084</b>	<b>612 541</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>	<b>880 443</b>	<b>740 018</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>	<b>-477 121</b>	<b>-773 595</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>1 524</b>	<b>59 072</b>
<b>Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin</b>	<b>2 014 930</b>	<b>638 036</b>



Le tableau ci-dessous rapproche la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus du tableau des flux de trésorerie avec la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus de l'actif du bilan.

(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 09	30 juin 08
<b>Tableau des Flux de Trésorerie - Trésorerie et équivalents trésorerie</b>	<b>2 014 930</b>	<b>638 036</b>
<b>Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>48 544</b>	<b>172 135</b>
<b>7.9 Actif du bilan - Trésorerie et équivalents trésorerie</b>	<b>2 063 474</b>	<b>810 171</b>

Précisions concernant les tableaux présentés ci-dessus :

<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie :</b>	Cette rubrique comprend le fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements à court terme, les OPCVM de trésorerie très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La recherche d'un profit à court terme permet de justifier leur classification en tant qu'équivalents de trésorerie.
<b>Flux de trésorerie :</b>	Cela correspond aux mouvements d'entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.
<b>Activités opérationnelles :</b>	Il s'agit des principales activités génératrices de produits du Groupe et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.
<b>Activités d'investissement :</b>	Elles concernent les opérations d'acquisition, les sorties d'actifs à long terme et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie.
<b>Activités de financement :</b>	Il s'agit des activités impactant l'ampleur et la composition des capitaux propres ainsi que les capitaux empruntés par le Groupe. Pour le groupe Macif, il s'agit principalement des augmentations/diminutions de capital, de l'émission/remboursement de dettes de financement et de versement de dividendes envers les sociétés non consolidées du Groupe.
<b>Impôts nets décaissés :</b>	Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat sont présentés séparément et classés comme flux opérationnels de trésorerie, à moins qu'ils puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement et d'investissement. Cette ligne correspond : <ul style="list-style-type: none"> <li>- au montant de la charge d'impôt sur les sociétés de l'exercice,</li> <li>- +/- la variation des créances et dettes d'impôt exigible.</li> </ul>

# Annexe

# aux comptes

# Consolidés

<b>1. INFORMATIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>28</b>
1.1 PRÉSENTATION DU GROUPE MACIF .....	28
1.2 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ .....	28
1.3 RÉFÉRENTIEL COMPTABLE .....	28
1.4 PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS .....	28
1.5 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS.....	29
<b>2. FAITS MARQUANTS ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE .....</b>	<b>30</b>
2.1 FAITS MARQUANTS .....	30
2.2 ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE.....	30
<b>3. PÉRIMÈTRE .....</b>	<b>31</b>
3.1 DÉFINITION DU PÉRIMÈTRE .....	31
3.2 MÉTHODES DE CONSOLIDATION .....	31
3.3 LISTE DES ENTITÉS CONSOLIDÉES .....	32
3.4 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE .....	34
3.5 EFFETS DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE.....	34
<b>4. PRINCIPES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION.....</b>	<b>35</b>
4.1 DATE DE CLÔTURE.....	35
4.2 CONVERSION MONÉTAIRE .....	35
4.3 OPÉRATIONS INTERNES ENTRE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES .....	35
4.4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES .....	35
4.5 SECTEURS OPERATIONNELS.....	36

<b>5.</b>	<b>PRINCIPES ET METHODES D'ÉVALUATION .....</b>	<b>37</b>
5.1	ACTIFS INCORPORELS.....	37
5.2	IMMEUBLES DE PLACEMENT ET IMMEUBLES D'EXPLOITATION .....	37
5.3	ACTIFS CORPORELS .....	38
5.4	PLACEMENTS FINANCIERS.....	38
5.5	INSTRUMENTS DÉRIVÉS .....	39
5.6	INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES.....	40
5.7	FRAIS D'ACQUISITION REPORTÉS.....	40
5.8	IMPÔTS.....	41
5.9	CRÉANCES ET DETTES D'EXPLOITATION AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS .....	41
5.10	ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES.....	41
5.11	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE .....	42
5.12	CAPITAUX PROPRES .....	42
5.13	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES .....	42
5.14	PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET CONTRATS FINANCIERS .....	43
5.15	RÉASSURANCE : ACCEPTATIONS ET CÉSSIONS EN RÉASSURANCE .....	45
5.16	DETTES DE FINANCEMENT.....	45
5.17	PRIMES.....	46
5.18	SINISTRES .....	46
5.19	FRAIS DE GESTION.....	46
5.20	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT.....	46
5.21	CHARGE DE FINANCEMENT .....	46
<b>6.</b>	<b>COMPARABILITÉ DES COMPTES .....</b>	<b>47</b>
6.1	CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES ET DE MODALITÉS D'ESTIMATION.....	47
6.2	CHANGEMENTS DE PRÉSENTATION COMPTABLE.....	47
6.3	CHANGEMENTS LIÉS AUX EFFETS DE VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE .....	47
<b>7.</b>	<b>NOTES COMPLÉMENTAIRES SUR LES COMPTES .....</b>	<b>48</b>
7.1	ACTIFS INCORPORELS.....	48
7.2	PLACEMENTS FINANCIERS HORS UC .....	50
7.3	PLACEMENTS FINANCIERS EN UC.....	52
7.4	EMPLOIS DES ACTIVITÉS DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS.....	52
7.5	INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES.....	56
7.6	FRAIS D'ACQUISITION REPORTÉS.....	57
7.7	PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFÉRÉE ACTIVE.....	58
7.8	ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À LA VENTE .....	59
7.9	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE .....	59
7.10	CAPITAUX PROPRES .....	60
7.11	DETTES DE FINANCEMENT.....	62
7.12	PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE.....	66
7.13	PRIMES ACQUISES .....	68
7.14	CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS .....	70
7.15	CHARGES OU PRODUITS NETS DES CÉSSIONS EN RÉASSURANCE .....	72
7.16	IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS .....	73
<b>8.</b>	<b>COMPTES SECTORIELS.....</b>	<b>74</b>
8.1	BILAN AU 30 JUIN 2009.....	74
8.2	BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008 .....	76
8.3	COMPTE DE RÉSULTAT AU 30 JUIN 2009 ET ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2009 .....	78
8.4	COMPTE DE RÉSULTAT AU 30 JUIN 2008 ET ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2008 .....	79
8.5	COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2008 ET ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2008.....	80

# 1. Informations générales

## 1.1 PRÉSENTATION DU GROUPE MACIF

MACIF, mutuelle d'assurance à cotisations variables, est la structure de tête d'un groupe d'assurance centré sur l'assurance de la famille. Régie par le Code des Assurances, son siège social est situé 2 et 4 rue de pied de fond - 79000 NIORT. MACIF est inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de NIORT sous le numéro 781 452 511 RCS Niort. Les principaux métiers exercés au sein du Groupe sont :

- l'assurance Dommages,
- l'assurance Épargne,
- la Santé et la Prévoyance,
- les autres activités telles que la gestion d'actifs.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de MACIF et ceux des entités faisant partie du périmètre de consolidation (Cf. note 3.3). Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration du 28 août 2009.

## 1.2 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Macif sont établis en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

## 1.3 RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les principes et méthodes comptables appliqués par le groupe Macif sont compatibles avec :

- les normes et interprétations IAS/IFRS applicables de manière obligatoire au 30 juin 2009 et adoptées par l'Union Européenne (notamment la norme IAS 1 révisée relative à la présentation des états financiers et la norme IFRS 8 relative aux secteurs opérationnels),
- les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) et par l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC),
- les orientations présentées dans la recommandation n°2009-R-05 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) relatives au format des états financiers des organismes d'assurance sous référentiel comptable international,
- les orientations présentées dans la synthèse des travaux des groupes de travail du CNC (Conseil National de la Comptabilité) sur les spécificités de mise en œuvre des normes IFRS par les organismes d'assurance.

Le groupe Macif n'a appliqué par anticipation aucune norme, interprétation, amendement et en particulier aucun des textes suivants parus au journal officiel de l'Union Européenne au 30 juin 2009 :

- l'amendement à IAS 39, instruments financiers : reclassement d'actifs financiers. Rappelons que le groupe Macif n'a procédé à aucun reclassement d'actifs

instruments dans les conditions prévues par l'amendement IAS 39 publié en octobre 2008.

Le groupe Macif n'anticipe aucun effet significatif sur les comptes consolidés du fait de l'adoption des nouvelles normes, interprétations ou amendements publiés mais non encore en vigueur.

## 1.4 PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Le groupe Macif présente ses états financiers conformément à IAS 34 en utilisant les principes apportés par la recommandation du Conseil National de la Comptabilité (CNC) n°2009-R-05. Les états financiers sont exprimés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

### LE BILAN

Le bilan est présenté en distinguant pour les actifs et les passifs, les éléments courants et les éléments non courants. Les éléments courants sont ceux qui entrent dans le cycle d'exploitation du groupe ou qui doivent être réalisés dans un délai de 12 mois après la date de clôture. Les actifs et passifs non courants et ceux destinés à être cédés sont présentés dans des rubriques spécifiques du bilan conformément à IFRS 5.

### LE COMPTE DE RÉSULTAT

Le résultat opérationnel se décompose entre résultat opérationnel courant et résultat opérationnel non courant. L'analyse des charges est présentée par fonction. Le résultat financier se décompose entre le coût de l'endettement brut, les produits de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les autres charges et les produits financiers. Le résultat net d'impôt des activités cédées inclut le résultat de ces activités jusqu'à la date de cession, et le résultat net de la cession elle-même.

### LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le groupe Macif a adopté la méthode indirecte en partant du résultat consolidé.

## 1.5 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Pour établir ses comptes consolidés, le groupe Macif doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges ainsi que des informations données dans certaines notes de l'annexe.

Le groupe Macif revoit ses hypothèses, estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des nouvelles conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, ou de conditions économiques différentes, les montants figurant dans les états financiers futurs pourraient différer des estimations actuelles.

Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugement au 30 juin 2009 sont les suivants :

- Les dépréciations durables au travers des seuils de déclenchement et des montants de dépréciations constitués,
- les écarts d'acquisition au travers des flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation et de croissance utilisés pour réaliser les tests de dépréciation,
- les passifs sociaux, dont l'évaluation s'appuie sur des hypothèses de taux d'actualisation, table de mortalité, rotation des effectifs,
- les passifs relatifs aux contrats d'assurance, avec les projections de sinistralité, de marges futures, les tables de mortalité et les taux d'actualisation,
- une part des actifs en juste valeur, dont la valorisation, à défaut de cours de bourse ou de transactions récentes, repose sur l'analyse des flux de trésorerie.

Ces estimations et jugements sont détaillés dans les notes des postes d'actifs et de passifs concernés.

## 2. Faits marquants et événements postérieurs à la clôture

### 2.1 FAITS MARQUANTS

#### ÉVOLUTION DES MARCHES FINANCIERS

Les variations de juste valeur des placements des entreprises d'assurance ont impacté favorablement les comptes au 30 juin 2009. L'incidence nette de participations des assurés et d'impôts différés ressort à +78.933 K€ sur les fonds propres du Groupe.

(en milliers d'euros)	Résultat	Réserve de réévaluation	Total
Mise en juste valeur	24 793	281 694	306 487
Participation aux bénéfices différée	-13 950	-180 004	-193 954
Impôts différés	-4 757	-32 873	-37 631
Quote-part dans les résultats des entreprises associés	4 548	-107	4 441
<b>TOTAL</b>	<b>10 634</b>	<b>68 710</b>	<b>79 343</b>
Intérêts minoritaires	34	376	410
<b>TOTAL - Part Groupe</b>	<b>10 600</b>	<b>68 334</b>	<b>78 933</b>

#### ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES

Un nombre élevé d'événements climatiques d'ampleur a été relevé au cours du premier semestre de l'année 2009, ayant eu des conséquences importantes sur le portefeuille DOMMAGES.

(en milliers d'euros)	Brut
Tempête KLAUS	69 300
Tempête QUINTEN	14 900
Grêle	22 600
Autres	
<b>TOTAL</b>	<b>106 800</b>

Au total, ces événements ont engendré au 30 juin 2009 un montant à charge du groupe Macif de 106.800 K€ brut de réassurance. La rétention finale en application de ces différents traités de réassurance restera limitée.

#### VARIATION DES PROVISIONS MATHÉMATIQUES DE RENTES

Les comptes semestriels font apparaître une augmentation de la dotation des provisions mathématiques de rentes (58.295 K€ au 30 juin 2009 contre 31.653 K€ au 30 juin 2008) résultant de la baisse notable du TME (taux moyen des emprunts d'Etat) de -0,5% contre -0,1% au premier semestre 2008.

### 2.2 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

#### ÉVOLUTION DES PARTENARIATS, DES ALLIANCES ET DES PARTICIPATIONS DU GROUPE

BPCE, le nouvel organe central commun des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne est devenu, à compter du 1er juillet 2009, le nouvel actionnaire de diverses participations communes, venant ainsi se substituer à la CNCE (notamment dans GCE Assurances, Séréna, CEMM et le GIE du Partenariat CEMM), ces participations ayant été apportées par la CNCE à BPCE. Le Président du directoire de BPCE a confirmé que l'apport de cette participation au nouvel ensemble ne remettait pas en cause les relations nouées jusqu'à présent dans le cadre de l'alliance stratégique entre MAIF, MACIF et le Groupe Caisse d'Épargne (GCE).

Une nouvelle étape a d'ailleurs été franchie le 24 juillet 2009 dans ce cadre par la cession complémentaire des actions détenues dans SOCRAM Banque par MAIF et MACIF à la CNCE (Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de prévoyance). La MACIF voit ainsi sa participation réduite à 33,60 %. Cette opération concrétise ainsi la volonté des 3 partenaires d'avoir un acteur bancaire de référence dans le capital de SOCRAM Banque.

## 3. Périmètre

### 3.1 DÉFINITION DU PÉRIMÈTRE

Les comptes consolidés regroupent les états financiers de MACIF et des entités dont elle a le contrôle, ou dans lesquelles elle exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière.

Dans l'appréciation du contrôle, il est tenu compte des droits de vote potentiels, actuellement exerçables ou convertibles (y compris les options en dehors de la monnaie), détenus tant par l'entreprise que par des tiers.

Certaines entreprises, dont la contribution est non significative, sont exclues du périmètre de consolidation même si le groupe Macif dispose d'un contrôle exclusif, conjoint ou d'une influence notable sur ces structures. Ces exclusions sont sans impact sur les comptes consolidés, la contribution des participations concernées restant inférieure à 1% des capitaux propres consolidés du groupe Macif.

### 3.2 MÉTHODES DE CONSOLIDATION

#### INTEGRATION GLOBALE

Les entreprises contrôlées de façon exclusive sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est présumé lorsque le groupe Macif détient plus de 50% des droits de vote.

Lorsque le pourcentage des droits de vote détenus par le groupe est compris entre 40 et 50%, le contrôle exclusif est également présumé lorsque le groupe Macif a désigné la majorité des membres des organes de direction de l'entreprise pendant un exercice.

Conformément à IAS 27, cette méthode de consolidation est également retenue, en l'absence de lien capitalistique, pour consolider les mutuelles d'assurance dès lors que le groupe Macif dispose du pouvoir :

- de diriger des politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat ou,
- de nommer, de révoquer ou de réunir la majorité des membres du Conseil d'Administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe.

La méthode de l'intégration globale s'applique également aux OPCVM et aux SCI contrôlés de manière exclusive. Pour les OPCVM, la part non détenue par le Groupe est enregistrée en « Dettes envers les porteurs d'OPCVM consolidés ».

#### INTEGRATION PROPORTIONNELLE

Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité

d'associés, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord.

Le partage du contrôle suppose qu'aucun actionnaire ne soit susceptible de pouvoir, à lui seul, exercer un contrôle exclusif.

#### MISE EN EQUIVALENCE

Cette méthode de consolidation est retenue pour les sociétés dans lesquelles le groupe Macif exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans pour autant en avoir le contrôle.

L'influence notable est présumée dès lors que le Groupe possède une fraction au moins égale à 20% des droits de vote.

La quote-part de résultat postérieure à l'acquisition est comptabilisée en résultat, tandis que la quote-part dans les variations de réserves postérieure à l'acquisition est comptabilisée en « autres réserves ».



## 3.3 LISTE DES ENTITÉS CONSOLIDÉES

Activité	Dénomination sociale	Siège social	Pays	Méthode	30 juin 09		31 déc 08	
					% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
DOMMAGES	Macif	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Macifilia	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
	Idmacif	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	0,00%	0,00%
	Themis	Zac de Pont Rivet - St Ismier	France	IG	99,95%	99,94%	99,95%	99,94%
	Siem	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Altima	11 boulevard Louis Tardy - Niort	France	MEE	33,20%	33,20%	33,20%	33,20%
	Atlantis	C/Balmes 75 - Barcelone	Espagne	MEE	27,19%	27,19%	27,19%	27,19%
	GCE Assurances	88 avenue de France - Paris	France	MEE	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
	Groupe IMA	118 avenue de Paris - Niort	France	MEE	32,34%	32,33%	27,14%	27,14%
SANTÉ / PREV	Macif Mutualité	22 - 28 rue Joubert - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Smip	20 rue Thiers - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Icirs Prévoyance	84 rue Charles Michels - St Denis	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
EPARGNE	Mutavie	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	Atlantis Vida	C/Balmes 75 - Barcelone	Espagne	MEE	24,50%	24,50%	24,50%	24,50%
	SCI Aix Robole	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Aix Tech'indus	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Amiens Gare	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Angers Gresille	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Arras 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bordeaux Lac	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bordeaux Pessac 93	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bordolill	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bron 35ème RA	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bron Chene	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bron Edison	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bruges Fieuzal	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Cergy Mercury	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Chilly 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Clermont Pardieu	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Dijon 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Dijon 95	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Dijon Pouilly	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Du Pont Achard	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Eybens Criterium	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Givors Gare	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Grenoble Eurennepolis	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Grenoble Gieres	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Grenoble 2008 (anciennement Breuillet 89)	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Herblay Gros Murger	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Ivry 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Joubert Haussmann	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Lesquin Enchemont	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Limoges Ester	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Lyon Bonnel	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Lyon Neyron	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Marseille les Docks	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Marseille Viton	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Maubourg 2005	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Montpellier Centuries	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Montpellier Nogueres	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Mude	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Mulhouse 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Nancy 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
SCI Nancy Fleville	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Nantes la Pérouse	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Nantes Moulin Neuf	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Neyron Village	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Nice Le Louvre	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Niort Tardy	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Paris Joubert	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Pessac 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Pissaloup 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Pointe d'Abeau	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Poitiers Carnot	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	



Activité	Dénomination sociale	Siège social	Pays	Méthode	30 juin 09		31 déc 08	
					% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
<b>EPARGNE</b>	SCI Poitiers Chasseneuil	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Poitiers Gare	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Poitiers République	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Portes de Bordeaux	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Roubaix Gambetta	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Rouen Rouvray	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Saint Germain 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Salon Crau	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Sannois Gare	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Senart Combs	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Strasbourg Illkirch	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Toulon Six Fours	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Toulouse 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Toulouse Bruguières	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Toulouse Pyrite	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Toulouse Ramonville	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Tours Saint Avertin	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Tremblay Axe 104	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Tremblay Farman	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Venissieux République	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Villeneuve d'Ascq Citypar	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Wasquehal les 3 Chênes	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Wissous 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Wissous Arago 95	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
SCS M1	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCS M2	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
<b>OPCVM</b>	Actimacif 1	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	96,66%	100,00%	96,66%
	Actimacif 4	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	96,86%	100,00%	96,86%
	Actimacif 5	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	97,09%	100,00%	97,09%
	Actimacif 6	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	97,00%	100,00%	97,00%
	Macif Sélection Développement durable	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	99,91%	96,32%	99,91%	96,32%
	CPR Atlantique 1	10 pl. 5 martyrs du lycée Buffon - Paris	France	IG	100,00%	96,90%	100,00%	96,90%
	MMF Action 1	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	96,57%	100,00%	96,57%
	MMF Taux 1	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	96,68%	100,00%	96,68%
	SGAM AI Japan (parts C)	2 place de la coupole - Paris la Défense	France	IG	100,00%	95,02%	100,00%	95,02%
	OFI Europa II (parts B)	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	96,54%	100,00%	96,54%
	Macif Court terme	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	84,40%	82,11%	82,35%	79,40%
	Macif Croissance durable Europe et solidaire (parts D)	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	95,58%	92,73%	96,13%	93,26%
	Macif Obligation Développement durable (parts C)	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	91,62%	88,62%	91,29%	88,72%
	Macif Prudent	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	98,38%	95,31%	98,38%	95,31%
	Macif Croissance durable Europe (parts C)	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	50,67%	50,67%	85,24%	85,24%
	Macif Croissance durable Europe (parts D)	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	53,68%	51,51%	55,39%	53,16%
Macif Croissance durable (parts D)	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	92,59%	90,58%	93,00%	90,98%	
<b>AUTRES</b>	Macif Participations	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Foncière de Lutèce	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	95,32%	95,32%	95,32%	95,32%
	Compagnie Foncière Macif	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Lesseps Promotion	16 rue Saint Paul - Neuilly	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Marseille Grand Littoral	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Safica	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Ofi Pec	1 rue Vernier - Paris	France	MEE	51,77%	51,33%	51,77%	51,33%
	Macif Gestion	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	99,96%	99,71%	99,96%	99,71%
	Groupe Ofi Holding	1 rue Vernier - Paris	France	MEE	50,00%	49,19%	50,00%	49,19%
	Socram Banque	2 rue du 24 février - Niort	France	MEE	45,31%	45,31%	45,31%	45,31%
	Macifin'	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	0,00%	0,00%
	Cemm	33 avenue du Maine - Paris	France	MEE	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
	Serena	100 avenue Salvador Allende - Niort	France	MEE	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%

La répartition sectorielle des OPCVM est effectuée sur la base des activités des entités actionnaires.

### 3.4 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

Au 30 juin 2009, le groupe Macif rassemble 120 structures, réparties par méthode de consolidation comme suit :

	30 juin 09	31 déc 08
Structures contrôlées	110	108
Structures sous influence notable	10	10
<b>TOTAL</b>	<b>120</b>	<b>118</b>

### ACQUISITIONS ET ENTRÉES DANS LE PÉRIMÈTRE

Au 1er janvier 2009, deux entités du groupe font leur entrée dans le périmètre de consolidation.

- IDMACIF : cette société a une activité de courtage en assurance via internet,
- MACIFIN' : cette société a pour objet social de mettre en oeuvre une activité de centre de relation clientèle (plateforme téléphonique de distribution de produits bancaires et d'assurance).

L'entrée de ces entités dans le périmètre de consolidation ne génère pas d'écart d'acquisition.

### CESSIONS ET SORTIES DU PÉRIMÈTRE

Aucune cession ou sortie de périmètre n'a été constatée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009.

### AUTRES MOUVEMENTS

Concernant le groupe IMA, le pourcentage de détention est passé de 27,14% à 32,33% suite à des rachats de titres.

Aucun autre mouvement significatif n'est relevé sur le premier semestre 2009.

### 3.5 EFFETS DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

(en milliers d'euros)	Cotisations acquises brutes	Résultat opérationnel courant	Résultat net Groupe	Réserves Groupe	Capitaux propres Groupe
Macifin		-4 236	-4 245	-3 079	-7 324
Idmacif		-2 980	-3 344	-6 349	-9 693
Groupe Ima				-1 206	-1 206
Autres mouvements					
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>-7 216</b>	<b>-7 589</b>	<b>-10 634</b>	<b>-18 223</b>

## 4. Principes et méthodes de consolidation

### 4.1 DATE DE CLÔTURE

Toutes les sociétés présentes dans le périmètre de consolidation du groupe Macif clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés nouvellement consolidées, à compter de la date de leur entrée dans le périmètre de consolidation. Il intègre également les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice, jusqu'à leur date de cession.

### 4.2 CONVERSION MONÉTAIRE

#### CONVERSION DES COMPTES

La devise d'établissement des comptes consolidés du groupe Macif est l'euro. Les montants présentés dans les états financiers sont arrondis au millier d'euros le plus proche.

Les états financiers consolidés n'intègrent pas d'états financiers d'entités dont la devise fonctionnelle (c'est-à-dire la devise du système économique dans lequel l'entité se situe) est différente de la devise de présentation du Groupe.

#### TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en utilisant les taux de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque clôture, les éléments en devises inscrits au bilan sont convertis en utilisant les procédures suivantes :

- les éléments monétaires (notamment les placements obligataires, les dettes et créances, les provisions techniques d'assurance) sont convertis au cours de clôture ; les gains et pertes en résultant sont comptabilisés en résultat de l'exercice,
- les éléments non monétaires évalués selon la méthode du coût amorti (notamment les placements immobiliers, les actifs corporels et incorporels) sont convertis au cours de change à la date de la transaction, les écarts de change sont comptabilisés directement dans les capitaux propres lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés directement dans les capitaux propres,
- les éléments non monétaires évalués à la juste valeur (notamment les placements en actions) sont convertis au cours de change à la date d'évaluation de la juste valeur. Les écarts de change sont comptabilisés directement dans le résultat lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés dans le résultat.

### 4.3 OPÉRATIONS INTERNES ENTRE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Toutes les transactions sont éliminées y compris les actifs et passifs réciproques significatifs et les résultats internes au Groupe.

Les plus-values résultant de cessions intragroupe sont

éliminées à hauteur de la quote-part du Groupe dans l'entreprise considérée. Par exception, les moins-values sont maintenues en totalité si elles répondent aux critères de dépréciation durable.

### 4.4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les opérations de regroupements postérieures au 1er janvier 2006 sont comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3.

#### RÉÉVALUATION DES ACTIFS, PASSIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS DES SOCIÉTÉS ACQUISES

Les actifs, passifs et les passifs éventuels des sociétés acquises qui répondent à la définition d'actifs et passifs identifiables sont comptabilisés en juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception :

- des passifs d'assurance qui conformément à IFRS 4 sont maintenus à leur valeur comptable antérieure à la date d'acquisition si cette valeur comptable est conforme aux principes comptables du groupe Macif,
- des secteurs d'activité et des actifs non courants de l'entité acquise destinés à être cédés suivant la définition de IFRS 5, qui sont valorisés au plus faible de la juste valeur nette des coûts de sortie ou de la valeur comptable des actifs concernés.

La date d'acquisition à partir de laquelle MACIF consolide les comptes de l'entreprise acquise correspond à la date de sa prise de contrôle effective. Les coûts de restructuration de l'entreprise acquise sont inclus dans les passifs acquis s'ils répondent, à la date d'acquisition, aux critères constitutifs de provisions fixés par la norme IAS 37.

#### ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition représente la différence entre le prix de revient de l'activité ou des titres de la société acquise et la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels correspondants à la date d'acquisition.

Il est constaté en résultat de l'année de l'acquisition s'il est négatif, ou à l'actif du bilan s'il est positif :

- dans la rubrique « écart d'acquisition » pour les acquisitions d'entités consolidées par intégration globale,
- dans la rubrique « investissements dans les entreprises associées » pour les entités consolidées par mise en équivalence.

L'écart d'acquisition est rattaché au secteur d'activité de l'entreprise nouvellement acquise.

Les intérêts minoritaires sont initialement évalués à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels correspondants à la date d'acquisition, au prorata du pourcentage d'intérêts détenu des actionnaires minoritaires.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de

douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai de douze mois, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques : ajustement de prix, corrections d'erreurs, ou reconnaissance ultérieure d'un impôt différé qui ne répondait pas aux critères d'activation à la date du regroupement.

### TEST DE DÉPRÉCIATION

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur peuvent être constatées, si cela s'avère nécessaire, sur la base des résultats des tests de dépréciation.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés en fonction de l'organisation mise en place par le groupe. Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) correspondent à un groupe identifiable d'actifs de l'entité acquise, c'est-à-dire produisant des flux de trésorerie indépendamment des autres groupes d'actifs.

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de tests de dépréciation de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée des valeurs entre la juste valeur diminuée du coût de la vente et la valeur d'utilité. La méthode employée est la valeur actualisée des flux de trésorerie de l'actif ou de l'UGT concernée. Lorsque l'actif ou l'UGT d'origine ne peut plus être isolé, le test de dépréciation est mené sur la base de l'UGT ayant repris l'actif ou l'UGT d'origine.

La perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans les « autres produits et charges opérationnels ». La perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible. Elle ne peut être reprise que lors de la cession de l'entité concernée.

### DÉCOMPTABILISATION

Les écarts d'acquisition sont décomptabilisés lors de la cession des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquels ils se rattachent. Le résultat de cession est déterminé en tenant compte de cette sortie d'actif.

## 4.5 SECTEURS OPERATIONNELS

L'information sectorielle publiée reflète la structure d'organisation interne et de gestion du groupe Macif. Elle retient comme axe d'analyse primaire les 4 secteurs d'activité suivants :

- Dommages
- Épargne
- Santé / Prévoyance
- Autres

Le secteur « Autres » rassemble notamment les activités de gestion d'actifs et de financement.

Chaque secteur d'activité est présenté avant élimination des opérations entre les secteurs opérationnels.

Ces opérations sont regroupées par poste concerné du bilan et du compte de résultat dans la colonne intitulée « opérations inter-sectorielles ».

## 5. Principes et méthodes d'évaluation

### 5.1 ACTIFS INCORPORELS

Un actif incorporel est un actif non monétaire, sans substance physique et identifiable (c'est-à-dire pouvant être séparé et vendu, transféré, concédé, loué ou échangé ou résultant de droits contractuels ou légaux). Le groupe Macif n'a pas retenu les options visant à :

- évaluer les actifs incorporels en juste valeur,
- incorporer, dans la valorisation des actifs incorporels, les éventuels coûts des emprunts associés.

#### FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche engagées par le groupe Macif sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'actifs incorporels si le projet concerné répond aux 6 critères suivants :

- faisabilité technique,
- intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou le vendre,
- capacité à utiliser ou vendre l'actif,
- probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne),
- disponibilité des ressources financières nécessaires à l'achèvement,
- fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les coûts de développement, et ceux directement attribuables pour que l'immobilisation puisse être exploitée, sont cumulés puis amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation de l'actif concerné, à partir de sa mise en service.

La durée moyenne d'amortissement est de 5 ans.

#### LOGICIELS

Les licences acquises sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les coûts immobilisables se composent des coûts directement engagés pour la production des logiciels à usage interne. Les coûts qui ne sont pas immobilisables sont enregistrés en charges de la période.

La durée d'utilité estimée la plus fréquente est de 3 ans pour les logiciels bureautiques et de 5 ans pour les autres logiciels.

#### AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont comptabilisés s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité, et que le coût de ces actifs peut être évalué de façon fiable, sur la base d'hypothèses raisonnables et documentées.

Les actifs incorporels sont évalués initialement au coût d'acquisition ou de production.

Ils sont ensuite amortis suivant le mode estimé le plus représentatif de leur utilisation, à partir de la date de leur mise en service, et sur la plus courte de leur durée d'utilisation probable. La durée d'amortissement la plus fréquente est de 5 ans ou, le cas échéant, la durée de leur

protection juridique.

Les tests de perte de valeur, pratiqués au moins une fois par an, permettent de déterminer s'il est nécessaire de constater des dépréciations complémentaires.

### 5.2 IMMEUBLES DE PLACEMENT ET IMMEUBLES D'EXPLOITATION

#### VENTILATION ENTRE IMMOBILIER D'EXPLOITATION ET IMMOBILIER DE PLACEMENT

Au bilan, les actifs immobiliers sont présentés dans deux rubriques différentes selon la destination de chacun, soit en immeuble de placement soit en immeuble d'exploitation. Les immeubles d'exploitation sont des immeubles non destinés à la vente et dont les surfaces sont occupées à plus de 50% par des sociétés faisant partie du Groupe.

Les immeubles de placement comprennent l'ensemble des autres immeubles, loués par le groupe Macif à des tiers externes au Groupe.

L'immobilier de placement et l'immobilier d'exploitation sont comptabilisés au coût amorti.

La juste valeur des immeubles n'est pas comptabilisée mais fait l'objet, pour l'immobilier de placement, d'une information dans une note en annexe du bilan. Elle est fondée sur des expertises quinquennales mises à jour annuellement et permet de déterminer les plus ou moins-values latentes sur les actifs immobiliers concernés.

La valeur brute des immeubles correspond au coût d'acquisition (prix d'achat et frais relatifs à l'acquisition) ou de production. Les coûts des travaux d'amélioration sont portés en augmentation de la valeur brute des immeubles. Les frais financiers liés à la construction des immeubles sont enregistrés en charges.

#### MODALITÉS D'AMORTISSEMENT

Les immeubles sont ventilés en composants homogènes dont la nature et la durée d'amortissement dépendent du type d'immeuble et de la durée d'utilisation.

	Bureaux Standing	Bureaux Exploitation	Bureaux Placement
<b>Terrains</b>	Non amort.	Non amort.	Non amort.
<b>Constructions</b>	100 ans	60 ans	60 ans
<b>Façades &amp; Etanchéité</b>	30 ans	30 ans	30 ans
<b>Installations techniques</b>	20 ans	20 ans	20 ans
<b>Agencements</b>	10 ans	10 ans	10 ans



	Entrepôts	Centres commerciaux	Autres bâtiments
<b>Terrains</b>	Non amort.	Non amort.	Non amort.
<b>Constructions</b>	30 ans	50 ans	50 ans
<b>Façades &amp; Etanchéité</b>	25 ans	25 ans	20 ans
<b>Installations techniques</b>	15 ans	20 ans	15 ans
<b>Agencements</b>	10 ans	15 ans	10 ans

Les composants des immeubles sont amortis linéairement sur leur durée d'utilisation, en tenant compte de leur valeur résiduelle, si celle-ci peut être estimée de façon fiable à la fin de la durée d'utilisation.

### TEST DE DÉPRÉCIATION

Lors de chaque clôture, MACIF apprécie s'il existe un indice de perte de valeur des actifs.

En cas de baisse de valeur significative, une dépréciation est comptabilisée pour ramener la valeur de l'immeuble à sa valeur d'utilité ou à sa valeur d'expertise si cette dernière est plus élevée. La valeur d'utilité des immeubles est calculée à chaque clôture en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Cette dépréciation est reprise par le compte de résultat en cas de reprise de valeur.

### CRÉDIT-BAIL

Les actifs immobiliers financés par des contrats de location financière sont comptabilisés à l'actif sur la base de la valeur actuelle des loyers des crédits-baux et de l'option d'achat.

Après leur entrée au bilan, ils sont amortis selon des modalités identiques à celles décrites ci-dessus. Au passif, une dette correspondante est constatée en « dettes de financement ». Elle est amortie selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus locatifs sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée des contrats de location en cours.

## 5.3 ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont ceux détenus par le Groupe pour être utilisés dans la fourniture de services ou à des fins administratives, et dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'une période. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production incluant les dépenses de mise en service, et amortis selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique, suivant la méthode des composants.

La durée d'utilité se situe entre 3 et 20 ans selon la catégorie d'actifs corporels correspondante.

## 5.4 PLACEMENTS FINANCIERS

### NOTION DE JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un actif financier correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Ces modalités de calcul dépendent de la nature des titres concernés :

- pour un instrument coté sur un marché actif, la juste valeur correspond au dernier cours de bourse à chaque clôture,
- pour des instruments financiers non cotés, la juste valeur est déterminée sur la base de techniques de valorisation appropriées au type d'instrument concerné. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale s'il en existe, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de valorisation des options.

### CLASSIFICATION ET ÉVALUATION

Les instruments financiers sont classés en 4 catégories selon l'intention et la capacité de détention des actifs concernés :

- actifs détenus à des fins de transaction (Trading),
- placements détenus jusqu'à leur échéance (HTM),
- prêts et créances,
- actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

Les actifs détenus à des fins de transaction (Trading) sont ceux acquis en vue d'être vendus à court terme ou faisant partie d'un portefeuille d'actifs financiers qui présente un historique de prises de bénéfices à court terme. Ils sont comptabilisés à la juste valeur des titres à la date de clôture. La variation de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction est constatée dans le compte de résultat de la période.

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance (HTM) sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, autres que les prêts et créances, que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier. Le groupe Macif n'a classé aucun actif financier dans cette catégorie.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, à l'exception des instruments classés comme à la juste valeur par résultat ou comme disponibles à la vente. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier.

Les actifs financiers disponibles à la vente (AFS) sont les actifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés dans l'une des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont comptabilisés à la date d'acquisition à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Les variations de valeur sont enregistrées dans un compte de capitaux propres « Réserve de réévaluation ».

**OPTION JUSTE VALEUR**

L'option juste valeur consiste à désigner lors de leur entrée dans le bilan les actifs et passifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en compte de résultat.

Cette modalité d'évaluation est autorisée lorsqu'elle :

- concerne un groupe d'actifs et/ou de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur, en application d'une stratégie de gestion des risques ou d'investissement documentée et qu'il s'agit de la base sur laquelle repose l'information fournie en interne à la direction ou,
- s'applique à un instrument financier hybride comportant un ou plusieurs dérivés incorporés substantiels ou,
- élimine ou réduit l'incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait sinon de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation de produits et de charges selon des bases d'évaluation différentes (situation de « mismatch »).

Le groupe Macif a désigné les actifs suivants comme relevant de l'option de juste valeur par résultat :

- les actifs détenus par des OPCVM consolidés,
- les instruments financiers contenant des dérivés incorporés difficiles à isoler du contrat hôte (obligations convertibles, échangeables, indexées,...),
- les actifs financiers détenus dans le cadre de contrats en unités de compte dont les passifs sont évalués sur la base de la valeur de marché des unités de compte.

Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des actifs désignés comme à la juste valeur par résultat sont identiques à celles des actifs détenus à des fins de transaction (Cf. supra).

**DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS**

Lors de chaque arrêté, les actifs financiers autres que ceux évalués à la juste valeur par résultat sont soumis à un test de dépréciation. Parmi les critères constituant une indication de dépréciation, on peut citer notamment :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur,
- un défaut de paiement des intérêts ou du principal,
- une probabilité de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur croissante,
- la disparition d'un marché actif pour cet actif financier, suite à des difficultés financières,
- une baisse de plus de 30% de la juste valeur du titre en dessous de son prix d'acquisition,
- une situation de moins-value latente pendant 6 mois ou plus précédant la date de clôture,
- l'existence d'une dépréciation lors des clôtures précédentes.

Pour les obligations, s'agissant uniquement d'instruments de dettes, seul le risque de contrepartie fait l'objet d'une dépréciation. Si ce risque est avéré, la perte de valeur égale à la différence entre la juste valeur et le coût amorti est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat. Si au cours d'un exercice ultérieur la juste valeur d'un instrument de dettes déprécié augmente, la dépréciation est reprise par le résultat.

Pour les actions, la perte latente est calculée par différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur

actuelle, diminuée de toute dépréciation précédemment enregistrée. Les dépréciations sont constatées par le résultat. Elles ne peuvent être reprises que lors de la cession ou de la déconsolidation de l'actif financier concerné. Une augmentation des cours de bourse postérieure à la constatation d'une dépréciation durable est comptabilisée comme une variation de juste valeur en capitaux propres dans la rubrique

« Réserve de réévaluation ».

Pour les prêts et créances, s'il existe une indication objective de dépréciation, la perte de valeur est mesurée par différence entre la valeur nette comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier. La perte de valeur est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat. Si au cours d'un exercice ultérieur, la juste valeur des prêts ou créances dépréciés augmente, la dépréciation est reprise par résultat.

**5.5 INSTRUMENTS DÉRIVÉS****DÉFINITION**

Un instrument dérivé, quelle que soit la forme juridique du contrat, est un instrument financier qui répond aux trois critères suivants :

- sa valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises...),
- il ne requiert aucun coût net initial ou un coût initial faible par rapport au nominal du dérivé,
- il fera l'objet de règlements dans le futur.

Le groupe Macif utilise, directement ou indirectement, des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change et de taux d'intérêt.

Les risques couverts concernent principalement un passif subordonné et certains actifs financiers. Les instruments dérivés utilisés consistent principalement en des contrats de change à terme et des swaps de taux.

Lors de l'acquisition du dérivé, le groupe Macif documente la nature du sous-jacent concerné, les objectifs en terme de gestion des risques et, le cas échéant, l'efficacité de la couverture réelle et attendue sur la durée de la couverture.

Conformément à la norme IAS 39, les instruments dérivés sont enregistrés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis réévalués à chaque arrêté comptable, ceci jusqu'à leur dénouement. Leur mode de comptabilisation varie selon leur classification.

**DÉRIVÉS NON QUALIFIÉS DE COUVERTURE**

Les instruments dérivés non qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture ne peut être démontrée de façon fiable et de façon continue sur la durée de détention.

Ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués, à chaque arrêté, à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont enregistrés dans le compte de résultat.

### DÉRIVÉS QUALIFIÉS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture peut être démontrée de façon fiable et continue sur la durée de détention.

Ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont enregistrés différemment selon la nature de l'opération :

- couverture de juste valeur : les variations de juste valeur des dérivés et sous-jacents sont enregistrées de façon symétrique dans le compte de résultat.
- couverture de flux de trésorerie : la part efficace de variation de juste valeur des dérivés est enregistrée en capitaux propres, et la part inefficace immédiatement dans le compte de résultat.

Les montants accumulés en fonds propres sont reclassés dans le compte de résultat lorsque l'élément couvert affecte le résultat. Constituent la part efficace, les variations de juste valeur de l'instrument de couverture compensant les variations de juste valeur de l'élément couvert. A contrario, la part inefficace se compose des variations de juste valeur de l'instrument de couverture ne compensant pas les variations de juste valeur de l'élément couvert.

Lorsqu'un dérivé arrive à échéance, est vendu ou lorsque la couverture ne peut plus être démontrée, le gain ou la perte cumulée est maintenu dans les capitaux propres tant que l'élément couvert est en cours. Il est enregistré en résultat lorsque le sous-jacent impacte le compte de résultat.

### SÉPARATION DES DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les dérivés incorporés dans un instrument financier hôte sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte,
- un instrument autonome comportant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé et,
- l'instrument hybride (composé) n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat.

S'il est matériellement impossible d'évaluer séparément un dérivé incorporé qui devrait être séparé, l'intégralité de l'instrument financier est comptabilisée dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par résultat. Pour le groupe Macif, les actifs financiers contenant des dérivés ont été comptabilisés dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par le résultat.

## 5.6 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les investissements dans les entreprises associées sont représentatifs des participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence (Cf. note 3.2.). Lors de l'acquisition, l'investissement est comptabilisé au

coût d'acquisition, retraité le cas échéant de l'écart d'acquisition.

Par la suite, sa valeur nette comptable est augmentée ou diminuée pour prendre en compte les bénéfices ou les pertes au prorata de la participation du Groupe.

## 5.7 FRAIS D'ACQUISITION REPORTÉS

Pour les contrats d'assurance non-vie, la part des frais d'acquisition relative à la période comprise entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime est constatée à l'actif du bilan dans le poste frais d'acquisition reportés inclus dans le poste autres actifs. La variation des frais d'acquisition reportés est comprise dans les frais d'acquisition au compte de résultat. Ces frais sont calculés sur une base cohérente avec celle utilisée pour le report des primes non acquises. Ils sont amortis sur la durée résiduelle des contrats considérés.

Pour les contrats d'assurance-vie et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire, les frais d'acquisition sont reportés dans la limite des marges nettes futures des contrats. Ils sont amortis sur une durée de 10 ans en fonction du rythme d'émergence des marges réévaluées à la clôture de chaque exercice. Si les marges futures se révèlent insuffisantes, un amortissement exceptionnel des frais d'acquisition reportés est pratiqué. Les chargements d'acquisition sont inscrits en produits à répartir sur plusieurs exercices et constatés en résultat sur la base du même rythme.



## 5.8 IMPÔTS

### INTÉGRATION FISCALE

Le groupe Macif a opté pour le régime de l'intégration fiscale. Le principe appliqué est celui de la neutralité fiscale telle que préconisée par l'administration fiscale. En conséquence, chaque entité du groupe fiscal constate, dans ses comptes individuels, l'impôt comme si elle était imposée séparément.

Au 30 juin 2009, le périmètre d'intégration fiscale rassemble 22 sociétés :

Dénomination sociale	Date d'entrée
MACIF (société intégrante)	1997
MACIF PARTICIPATIONS	1999
MACIF GESTION	1999
MACIFILIA	2000
COMPAGNIE FONCIERE.MACIF	2001
GPIM	2001
MARSEILLE GRAND LITTORAL	2002
LESSEPS PROMOTION	2002
SIEM	2004
MACIFIMO	2004
MUTAVIE	2005
NIORT INVESTISSEMENTS	2005
MUTAVIE ASSURANCE CONSEILS	2005
IDMACIF	2005
THEMIS	2006
MACIFIN'	2008
HDP MACIF 2	2008
HDP MACIF 3	2009
HDP MACIF 4	2009
HDP MACIF 5	2009
HDP MACIF 6	2009
FONCIERE DE LUTECE	2009

### IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les différences liées à des décalages temporaires existants entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé ainsi que les reports déficitaires d'impôts donnent lieu à la détermination d'impôts différés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les impôts différés sont comptabilisés en contrepartie du compte de résultat. Par exception, ils sont comptabilisés en contrepartie des capitaux propres s'ils concernent des éléments comptabilisés en contrepartie des capitaux propres. Ainsi, les impôts différés relatifs à la mise en valeur de marché des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés en contrepartie de la réserve de réévaluation.

Tous les passifs d'impôts différés sont comptabilisés. Un impôt différé passif est notamment comptabilisé sur le retraitement de la réserve de capitalisation, même si la

faible probabilité de cession en moins-values des titres passibles de cette réserve rend peu probable la taxation du stock existant.

Tous les actifs d'impôts différés sont comptabilisés. Ceux dont la récupération ou l'imputation n'est pas probable font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont compensés lorsque l'entreprise a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que ces actifs et passifs d'impôts concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

## 5.9 CRÉANCES ET DETTES D'EXPLOITATION AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

Les créances d'exploitation et les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur nominale, en incluant les éventuels coûts de transaction.

Les dettes d'exploitation et autres passifs sont enregistrés au coût initial de la transaction. Ce dernier correspond généralement à la juste valeur de la contrepartie reçue en échange à l'origine du contrat, nette des frais de transaction.

Ultérieurement, à chaque arrêté, ces mêmes passifs sont comptabilisés au coût amorti.

## 5.10 ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Conformément à la norme IFRS 5, les actifs non courants sont considérés comme détenus en vue de la vente lorsqu'ils sont disponibles pour une cession immédiate dans leur état actuel et que leur vente est hautement probable dans un délai maximum de 12 mois suivant la clôture de l'exercice.

Cette classification concerne notamment les actifs pour lesquels la direction a engagé un plan de cession et un programme actif de recherche d'acquéreurs.

Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont comptabilisés au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, à l'exception des actifs d'impôts différés, des actifs financiers et des actifs résultant d'un contrat d'assurance, qui restent évalués selon les normes applicables à ces types d'actifs.

Ils sont présentés dans une rubrique spécifique du bilan et cessent d'être amortis à partir de leur classement dans cette catégorie. Le résultat net des activités cédées ou en cours de cession est présenté dans une rubrique spécifique du compte de résultat qui inclut le résultat net d'impôt de ces activités jusqu'à leur date de cession, ainsi que le résultat net d'impôt de leur cession proprement dite.

Les flux de trésorerie des activités cédées sont également présentés dans une rubrique spécifique du tableau des flux de trésorerie. Elle inclut les flux générés par ces activités jusqu'à la date de leur

cession, ainsi que la trésorerie hors impôt générée par leur cession proprement dite.

## 5.11 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les comptes courants avec les sociétés non consolidées.

Les équivalents de trésorerie regroupent les placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à 3 mois à la date d'acquisition, ou qui peuvent être convertis en liquidités de façon quasi immédiate. Cela concerne notamment les titres de créances négociables et les titres d'OPCVM monétaires.

Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation sont identiques à celles des titres détenus à des fins de transaction (Trading).

## 5.12 CAPITAUX PROPRES

### 5.12.1 Capitaux propres groupe

Les capitaux propres groupe se composent des éléments suivants :

#### FONDS D'ÉTABLISSEMENT ET PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION, D'APPORT

Les fonds d'établissement, primes d'émission, de fusion et d'apport correspondent aux soldes comptables sociaux de MACIF et des mutuelles d'assurance présentes dans le périmètre de consolidation.

#### RÉSERVE DE RÉÉVALUATION

La réserve de réévaluation comprend les écarts issus de la réévaluation à la juste valeur d'éléments du bilan et principalement les effets :

- de la réévaluation des instruments dérivés affectés à la couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Il s'agit des profits et pertes non réalisés,
- de la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (AFS) conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Il s'agit de profits et pertes non réalisés,
- des impôts différés et de la participation aux bénéfices différée générés par les opérations mentionnées ci-dessus.

#### AUTRES RÉSERVES ET RÉSULTATS CUMULÉS

Les autres réserves sont composées des éléments suivants :

- les réserves sociales et reports à nouveau des entités consolidées,
- l'incidence dans les réserves des retraitements consolidés, et notamment la part groupe de la réserve de capitalisation. Cette réserve est un poste spécifique compris dans les capitaux propres individuels des sociétés françaises d'assurance. Elle est neutralisée dans les comptes consolidés par un retraitement consistant à éliminer les variations de l'exercice en les réimputant sur le résultat et à constater les impôts et participations différées correspondants.
- l'incidence de changement de méthodes comptables

(notamment la réserve de première application des normes IFRS).

### 5.12.2 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part détenue par des tiers au groupe dans l'actif net et les résultats nets des entités consolidées par intégration globale (hors OPCVM).

La part des minoritaires dans les OPCVM du Groupe est présentée séparément au bilan dans un poste de dettes.

### 5.12.3 Gestion des capitaux propres

Le groupe Macif est soumis à la réglementation européenne en matière de couverture de marge de solvabilité.

Cette réglementation vise à protéger les intérêts des assurés en imposant, tant au niveau social pour chacune des entreprises européennes ayant une activité assurance, qu'au niveau consolidé, un ratio de solvabilité minimum.

Le calcul de la marge de solvabilité ajustée est réalisé conformément aux règles applicables selon Solvency 1. Il est communiqué chaque année à l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (ACAM).

Au 30 juin 2009, la marge de solvabilité fait l'objet d'une estimation sur la base de méthodes similaires à celles utilisées en fin d'année. Cette estimation permet de vérifier que le groupe Macif, tout comme chacune de ses filiales assurance, respecte ses obligations en matière de couverture de la marge de solvabilité.

## 5.13 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Conformément à IAS 37, une provision est constituée lorsque le groupe Macif a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie probable de ressources.

Cette sortie de ressources doit pouvoir être estimée avec une fiabilité suffisante pour pouvoir constituer une provision. À défaut, il s'agit d'un passif éventuel qui n'est pas comptabilisé, mais fait l'objet d'une information en annexe. Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs. L'impact de l'actualisation est enregistré en résultat financier.

Outre les provisions pour litiges, les provisions pour risques et charges comprennent les sommes provisionnées au titre des avantages au personnel.

#### AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe Macif comptabilise la totalité de ses engagements en matière de retraite, préretraite, indemnités de départ, couverture sociale, prévoyance, médailles du travail et autres engagements assimilés, tant pour le personnel actif que pour le personnel retraité, nets des actifs de couverture et des montants non reconnus.

En matière d'engagements de retraite, les sociétés du groupe Macif disposent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, aucune provision n'est comptabilisée car le paiement des cotisations dégage l'employeur de toute obligation dans le financement ultérieur du risque. Les paiements du groupe sont enregistrés en charges de la période à laquelle ils sont liés. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance permettra une diminution des paiements futurs ou un remboursement en trésorerie.

Pour les régimes à prestations définies, le coût des prestations est estimé en utilisant la méthode des unités de crédits projetés. Cette méthode conduit à provisionner, au passif du bilan, la valeur actuelle de l'engagement à la date de clôture, diminuée de la valeur de marché des actifs mis en couverture, net des écarts actuariels et du coût des services passés non reconnus. Cette provision est déterminée en actualisant les prestations futures attendues sur la base d'un taux, au plus égal au taux de rendement des actifs mis en représentation.

En matière d'avantages à long terme, les modalités de provisionnement sont quasiment identiques à celles utilisées pour les engagements de retraite en régime à prestations définies ; la seule différence résidant dans l'absence d'étalement du coût des services non reconnus. Cela concerne les médailles du travail, comptes épargne temps et congés anniversaire.

En matière d'avantages postérieurs à l'emploi, le groupe Macif comptabilise son engagement en matière de surcomplémentaire santé sur les remboursements proposés par le BCAC aux retraités du groupe Macif. Cet engagement concerne l'évaluation du portefeuille de ces contrats en hypothèse fermée.

## 5.14 PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET CONTRATS FINANCIERS

Les contrats proposés par le groupe Macif sont classés en 3 catégories :

- les contrats d'assurance,
- les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire,
- les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire.

Les contrats d'assurance et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la norme IFRS 4.

Les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la norme IAS 39.

### 5.14.1 Contrats d'assurance

#### 5.14.1.1 DÉFINITION

Un contrat d'assurance est un contrat selon lequel la compagnie accepte un risque d'assurance significatif d'un tiers (l'assuré) en consentant d'indemniser l'assuré ou un autre bénéficiaire si un événement futur incertain spécifique (l'événement assuré) affecte défavorablement l'assuré.

Un risque :

- d'assurance est un risque autre que financier, transféré du souscripteur du contrat vers l'assureur,
- financier est un risque de variation potentielle future de taux d'intérêt, de prix d'une valeur mobilière, d'un cours de change ou d'une autre variable similaire.

Un risque d'assurance est significatif dès lors qu'un événement assuré peut obliger un assureur à payer des prestations complémentaires significatives quel que soit le scénario, à l'exception des scénarios qui manquent de substance commerciale, c'est-à-dire s'inscrivant en dehors de l'objet initial de l'assurance.

#### 5.14.1.2. PRINCIPAUX CONTRATS

Pour le groupe Macif, les principaux contrats d'assurance visés par la norme IFRS 4 sont :

- les contrats d'assurance non-vie,
- les contrats d'assurance-vie comportant un risque d'assurance décès significatif (contrats en euros),
- les contrats avec sortie en rente optionnelle ou obligatoire, si l'assureur est engagé dès l'origine et n'a pas de liberté de tarification à la date de sortie en rente. Dans le cas contraire, ces contrats sont des contrats financiers pendant la phase de constitution (c'est-à-dire jusqu'à la fixation de la tarification du risque d'assurance) puis des contrats d'assurance pendant la phase de service de la rente,
- les contrats en unités de compte avec une garantie plancher significative.

#### 5.14.1.3. COMPTABILISATION

Les pratiques comptables existantes en France et relatives aux contrats d'assurance (règlement CRC 2000-05) sont maintenues, à l'exception des provisions d'égalisation et sous réserve que les provisions ainsi déterminées soient conformes au test d'adéquation des passifs prescrit par les normes internationales.

#### Contrats d'assurance non-vie

La provision pour cotisations non acquises constate la part des cotisations se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance du contrat, ou à défaut son terme.

Elle est calculée prorata temporis en incluant les frais d'échéance et de fractionnement dans la valeur portefeuille.

Les provisions pour sinistres à payer représentent la valeur estimée des dépenses en principal et en frais, tant internes qu'externes, relatives au règlement des sinistres survenus et non payés, déclarés ou non, y compris les capitaux constitutifs de rentes non encore mis à la charge de l'entreprise. Les provisions pour sinistres à payer sont calculées dossier par dossier ou par méthodes statistiques, et récapitulées par exercice de survenance et par catégorie. Les dépenses sont estimées à leur coût futur non actualisé et augmentées d'une provision pour frais de gestion, déterminée en fonction des taux de frais réellement observés.

Les provisions d'égalisation constatées en application des réglementations locales pour faire face à des risques caractérisés par une faible fréquence et un coût

unitaire élevé ou à un risque macroéconomique sont éliminées dans les comptes consolidés. Toutefois, certaines provisions d'égalisation sont constituées au titre de contrats dont les dispositions prévoient qu'elles reviennent au souscripteur en cas de résiliation ou de transfert. Ces provisions constituent à ce titre un engagement et sont en conséquence reclassées en « Provision pour participation aux bénéficiaires et excédents ».

Les autres provisions techniques se composent des provisions suivantes :

- provisions mathématiques de rentes : ces provisions représentent la valeur actuelle des engagements de l'entreprise afférents aux rentes dommages et rentes contractuelles. Elles sont calculées en utilisant les tables considérées comme adéquates localement et les taux techniques au plus égaux au taux de rendement prévisionnel prudemment estimés des actifs affectés à leur représentation,
- provisions pour risques en cours : ces provisions sont destinées à couvrir les sinistres et frais de gestion afférents qui excèdent la fraction de primes reportées nettes des frais d'acquisition correspondants. Le calcul est effectué en fonction d'un taux moyen de sinistralité observé sur chaque branche au cours des exercices N et N-1,
- provisions pour risques croissants : ces provisions sont constituées en assurance maladie et invalidité lorsque les risques croissent avec l'âge de l'assuré et sont couverts par des primes constantes.

### Contrats d'assurance-vie

Les provisions mathématiques représentent la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris respectivement par l'assureur et par l'assuré en tenant compte des probabilités de réalisation de ces engagements.

Pour les contrats en euros, elles sont égales à la valeur acquise de l'épargne, compte tenu des versements et des retraits effectués par le souscripteur. Pour les contrats en unités de compte, les provisions mathématiques sont évaluées sur la base de la valeur vénale des actifs servant à ces contrats à chaque clôture. Les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de ces derniers sont portés au compte de résultat, afin de neutraliser l'impact de la variation des provisions techniques. La provision globale de gestion est dotée afin de couvrir les charges futures de gestion des contrats, non couvertes par ailleurs. Elle est calculée, conformément à l'article 31 quinquies GC du Code Général des Impôts, par différence entre les charges futures de gestion et les ressources futures probables, liées à chaque ensemble homogène de contrat existant à cette date.

Les provisions pour participation aux bénéficiaires concernent les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation aux bénéficiaires discrétionnaire. Elle regroupe une provision pour participation aux bénéficiaires exigible et une provision pour participation aux bénéficiaires différée.

La provision pour participation aux bénéficiaires exigible représente le montant des fonds définitivement attribués aux bénéficiaires de contrats lorsque ces fonds, non

encore crédités individuellement, ne sont pas payables immédiatement après la liquidation de l'exercice qui les a produits. Elle est comptabilisée dans les comptes individuels et maintenue dans les comptes consolidés.

La provision pour participation aux bénéficiaires différée traduit l'impact, pour l'évaluation des passifs, des retraitements de consolidation, et notamment la mise en juste valeur des placements. Elle est comptabilisée dans les comptes consolidés, en maintenant les principes existants en normes françaises (règlement CRC 2000-05). Les taux de participation utilisés correspondent aux taux contractuels attachés à chacun des portefeuilles concernés (en pratique 95 % ou 100 %).

La provision pour participation aux bénéficiaires différée est comptabilisée en contrepartie du résultat ou de la réserve de réévaluation selon les modalités de comptabilisation du sous-jacent. Au bilan, elle figure :

- au passif, si elle est assise sur une différence de base positive nette (valeur d'actif des comptes consolidés supérieure à celle retenue dans les comptes individuels),
- à l'actif, dans le cas opposé. Les participations différées actives donnent lieu à un test de recouvrabilité et seules les participations considérées comme recouvrables sont maintenues à l'actif du bilan.

Les participations différées actives et passives ne peuvent se compenser que lorsqu'elles résultent de différences positives et négatives de nature et d'échéance similaires, et dans les limites de la mutualisation des résultats financiers imposées par les contrats, notamment l'existence d'actifs cantonnés.

### Test d'adéquation des passifs

Un test d'adéquation des passifs est effectué à chaque arrêté comptable par chacune des entités consolidées. Ce test permet de vérifier que les passifs d'assurance-vie et non-vie sont suffisants au regard des estimations actuelles de flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance. Les flux de trésorerie futurs prennent en compte les garanties et options attachées à chacun des contrats. Le cas échéant, et pour les besoins de ce test, les passifs d'assurance sont diminués des coûts d'acquisition reportés et des valeurs de portefeuille constatées lors de regroupements d'entreprises ou de transferts de contrats s'y rapportant. En cas d'insuffisance, les pertes potentielles sont comptabilisées en intégralité en contrepartie du résultat.

#### 5.14.1.4. SÉPARATION DES DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les dérivés incorporés dans un contrat hôte entrant dans la catégorie des contrats d'assurance sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- sa valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises,...),
- l'investissement initial est nul ou faible en comparaison de sa volatilité potentielle,
- et fera l'objet de règlements dans le futur.



Cependant, certains dérivés incorporés répondant à la définition de contrat d'assurance ou correspondant à des options de rachat pour un montant défini ne sont pas évalués séparément du contrat hôte conformément à la norme IFRS 4. Les dérivés incorporés séparés sur contrats sont classés dans la catégorie des instruments financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur en résultat. Au sein du groupe Macif, aucun dérivé incorporé dans les contrats d'assurance n'a fait l'objet d'une comptabilisation séparée.

### 5.14.2 Contrats financiers avec participation discrétionnaire

#### 5.14.2.1. DÉFINITION

Selon la norme IFRS 4, la participation aux bénéfices discrétionnaire correspond au droit contractuel qu'a le titulaire d'un contrat de recevoir, en tant que supplément aux prestations garanties, des prestations complémentaires :

- qui devraient probablement représenter une part significative des bénéfices contractuels,
- dont le montant ou l'échéance est contractuellement à la discrétion de l'émetteur,
- qui sont contractuellement fondés sur la performance d'un ensemble défini de contrats ou d'un type de contrats déterminé, les rendements des placements réalisés et/ou latents d'un portefeuille d'actifs déterminés détenus par l'émetteur ou le résultat de la société, d'un fonds ou d'une autre entité qui émet le contrat.

L'élément de participation discrétionnaire repose sur les clauses contractuelles de participation aux bénéfices, mais aussi sur les dispositions réglementaires applicables localement.

#### 5.14.2.2. PRINCIPAUX CONTRATS

Pour le groupe Macif, sont classés comme contrats financiers avec participation discrétionnaire :

- les contrats à prime unique,
- les contrats d'épargne retraite collective en euros.

#### 5.14.2.3. COMPTABILISATION

Les contrats financiers avec participation discrétionnaire relevant de la norme IFRS 4 sont valorisés et comptabilisés selon les mêmes règles que les contrats d'assurance, y compris pour les dérivés incorporés (Cf. supra).

En revanche, les passifs de ces contrats sont présentés dans une ligne spécifique au bilan.

### 5.14.3 Contrats financiers sans participation discrétionnaire

#### 5.14.3.1. DÉFINITION

Les contrats sans risque d'assurance significatif et sans participation aux bénéfices discrétionnaire sont considérés comme des contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

#### 5.14.3.2. PRINCIPAUX CONTRATS

Au sein du groupe Macif, il n'a pas été recensé, à ce jour, de contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

#### 5.14.4 Comptabilité reflet ou « shadow accounting »

Le groupe Macif n'a pas retenu l'option shadow accounting définie selon la norme IFRS 4.

### 5.15 RÉASSURANCE : ACCEPTATIONS ET CÉSSIONS EN RÉASSURANCE

#### CLASSIFICATION

Les traités de réassurance qui prévoient un transfert de risque significatif sont considérés comme des contrats d'assurance relevant de la norme IFRS 4. À défaut, ils sont considérés comme des traités de réassurance financière relevant de la norme IAS 39. Au sein du groupe Macif, tous les contrats de réassurance (acceptations ou cessions) comportent un transfert de risque d'assurance significatif. Ils relèvent tous de la norme IFRS 4.

#### COMPTABILISATION

Les acceptations en réassurance sont comptabilisées affaire par affaire sur la base des résultats de l'année, réels ou estimés. Les provisions techniques correspondent aux montants communiqués par les cédantes, majorés le cas échéant de compléments. Les cessions en réassurance sont comptabilisées en conformité avec les termes des différents traités. La part des cessionnaires dans les provisions techniques est évaluée de la même façon que les provisions techniques apparaissant au passif.

Les dépôts espèces reçus des réassureurs sont comptabilisés en dettes au passif.

Les titres remis en nantissement par les réassureurs sont inscrits en « Engagements reçus » et évalués au cours de bourse. Ils sont pris en compte dans le test de dépréciation des actifs de réassurance, après déduction des coûts de mise en oeuvre de la garantie.

### 5.16 DETTES DE FINANCEMENT

Les dettes de financement comprennent :

- les passifs subordonnés,
- les dettes de financement représentées par des titres,
- les dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire,
- les autres dettes de financement.

À l'émission, les dettes de financement sont enregistrées selon la méthode du coût amorti. Cette méthode consiste à amortir par le résultat toutes les différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement par l'usage du taux effectif (appelé méthode du taux effectif). Les coûts directement attribuables à l'émission (commissions, honoraires, ...) sont inclus dans l'évaluation initiale de la dette.

Les dettes de financement sont décomptabilisées lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte,

annulée ou arrive à expiration. Pour le groupe Macif, tous les passifs subordonnés sont classés en dettes de financement.

Les dettes relatives aux engagements de crédit-bail immobilier correspondent au capital restant dû au titre des contrats ainsi qu'au coût de l'éventuelle levée de l'option d'achat. Au sein du groupe Macif, cela concerne un seul contrat portant sur le financement d'un immeuble à Paris.

### 5.17 PRIMES

Les primes sont comptabilisées à la date de prise d'effet de la garantie, cette date constituant le fait générateur de leur comptabilisation.

Elles correspondent aux primes émises hors taxes, brutes de réassurance, nettes d'annulations, de réductions et de ristournes. Elles comprennent une estimation des primes à émettre pour la part acquise à l'exercice et une estimation des primes à annuler postérieurement à la date de clôture.

### 5.18 SINISTRES

Les sinistres comprennent les sinistres réglés durant l'exercice, relatifs à l'exercice en cours ou à des exercices antérieurs nets des recours encaissés et les frais de règlement des sinistres.

### 5.19 FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion liés à l'activité d'assurance sont initialement comptabilisés par nature puis répartis, selon une périodicité mensuelle, aux comptes de frais par destination du compte de résultat :

- Frais de règlement des sinistres – compris dans la charge de sinistres sur la ligne « Charges des prestations des contrats »,
- Frais d'acquisition – ligne « Frais d'acquisition des contrats »,
- Frais d'administration – ligne « Frais d'administration »,
- Autres charges techniques – ligne « Autres produits d'exploitation nets des charges »,
- Autres charges non techniques – ligne « Autres produits et charges opérationnels courants »,
- Charges de placements – inclus dans le résultat financier sur la ligne « Charges des placements ».

L'affectation des frais de gestion aux destinations s'effectue soit directement, soit sur la base de clefs de répartition fondées sur des critères quantitatifs objectifs, appropriés et contrôlables directement liés à la nature des charges.

### 5.20 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

L'agrégat « résultat opérationnel courant » du compte de résultat n'inclut pas les charges ou produits de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel et particulièrement significatif.

Ces derniers sont classés en « Autres produits et charges opérationnels ».

### 5.21 CHARGE DE FINANCEMENT

La charge de financement comprend :

- les intérêts sur découverts bancaires et emprunts à court terme et à long terme,
- l'amortissement des primes d'émission ou de remboursement relatives aux emprunts,
- l'amortissement des coûts accessoires encourus pour la mise en place des emprunts,
- les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère, dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêt.

## 6. Comparabilité des comptes

### 6.1 CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES ET DE MODALITÉS D'ESTIMATION

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, le groupe Macif applique la norme IFRS 8 : segments opérationnels. Cette nouvelle norme est sans impact significatif sur l'information sectorielle publiée par le groupe Macif.

### 6.2 CHANGEMENTS DE PRÉSENTATION COMPTABLE

#### ÉTAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Conformément à la norme IAS 1 révisée, le groupe Macif publie pour la première fois au 30 juin 2009, à la suite du compte de résultat, l'état des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

#### IMPÔTS DIFFÉRÉS

Jusqu'au 31 décembre 2008, l'ensemble des impôts différés actif et des impôts différés passif était présenté séparément au bilan.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, conformément à IAS 12 : impôts sur le résultat, les impôts différés actif et impôts différés passif sont compensés lorsque :

- l'entreprise a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles,
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

Au 30 juin 2009, le groupe Macif présente une situation fiscale latente constituée par un impôt différé passif à hauteur de 242.652 K€.

### 6.3 CHANGEMENTS LIÉS AUX EFFETS DE VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Les impacts liés aux variations de périmètre sont détaillés dans la note 3.5. de l'annexe aux comptes consolidés.

# 7. Notes complémentaires sur les comptes

## 7.1 ACTIFS INCORPORELS

### DÉTAIL DES ACTIFS INCORPORELS

(en milliers d'euros)	30 juin 09			31 déc 08		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Ecarts d'acquisition	78 386	-60 371	18 015	78 386	-60 371	18 015
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance						
Autres immobilisations incorporelles	144 228	-52 257	91 971	127 373	-46 269	81 104
<b>TOTAL</b>	<b>222 614</b>	<b>-112 628</b>	<b>109 986</b>	<b>205 759</b>	<b>-106 640</b>	<b>99 119</b>

### ÉCARTS D'ACQUISITION – VARIATION

(en milliers d'euros)	30 juin 09			31 déc 08		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Ouverture	78 386	-60 371	18 015	78 386	-41 151	37 235
Augmentation					-19 220	-19 220
Diminution						
<b>CLOTURE</b>	<b>78 386</b>	<b>-60 371</b>	<b>18 015</b>	<b>78 386</b>	<b>-60 371</b>	<b>18 015</b>

### ÉCARTS D'ACQUISITION - DÉTAIL PAR SOCIÉTÉ

(en milliers d'euros)	Ouverture			Variations		Clôture
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	
MACIFILIA	60 371	-60 371				
MUTAVIE	18 015		18 015			18 015
<b>TOTAL</b>	<b>78 386</b>	<b>-60 371</b>	<b>18 015</b>			<b>18 015</b>

Les écarts d'acquisition se rapportent aux opérations suivantes :

- **MACIFILIA** : la société Cornhill France est entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe le 1er juillet 2004. À cette date, un écart d'acquisition avait été constaté dans les comptes consolidés à hauteur de 66.775 K€. Au 1er janvier 2006, lors de la transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition a été repris à la valeur nette comptable soit 56.759 K€. En 2006, la participation dans le capital de la société Macifilia Participations a été portée de 80% à 100 % par rachat de titres. Cette opération a généré un écart d'acquisition complémentaire de 3.612 K€ porté à l'actif. Ces écarts d'acquisition sont désormais rattachés à la société Macifilia, les entités Cornhill France et Macifilia Participations ayant été absorbées. Ils représentent un montant brut total de 60.371 K€,
- **MUTAVIE** : à la fin du mois de décembre 2004, le groupe Macif a acquis une fraction complémentaire du capital de Mutavie. Cette opération a généré un écart d'acquisition de 20.017 K€. À l'ouverture de l'exercice 2006, date de transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition s'élevait à 18.015 K€ en valeur nette comptable.



### PORTEFEUILLES DE CONTRATS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

Aucune valeur de portefeuille ne figure à l'actif du bilan consolidé.

### AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles regroupent principalement les licences des logiciels et les développements informatiques immobilisés.

(en milliers d'euros)	30 juin 09			31 déc 08		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Ouverture	127 373	-46 269	81 104	87 920	-40 548	47 372
Augmentation	15 208	-6 158	9 050	62 112	-10 938	51 174
Diminution	-7 074	510	-6 564	-22 659	5 217	-17 442
Autres mouvements	8 721	-340	8 381			
<b>CLOTURE</b>	<b>144 228</b>	<b>-52 257</b>	<b>91 971</b>	<b>127 373</b>	<b>-46 269</b>	<b>81 104</b>

Les autres immobilisations incorporelles sont présentées ci-dessous par nature :

(en milliers d'euros)	Ouverture			Variations		Clôture
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	
Droit au bail	6 589	-1 093	5 496	457	-149	5 804
Logiciels	85 439	-45 176	40 263	3 185	-5 448	38 000
<i>Logiciels développés en interne</i>	<i>37 455</i>	<i>-16 458</i>	<i>20 997</i>	<i>984</i>	<i>-1 881</i>	<i>20 100</i>
<i>Autres logiciels</i>	<i>47 984</i>	<i>-28 718</i>	<i>19 266</i>	<i>2 201</i>	<i>-3 567</i>	<i>17 900</i>
Autres	35 345		35 345	13 213	-391	48 167
<b>TOTAL</b>	<b>127 373</b>	<b>-46 269</b>	<b>81 104</b>	<b>16 855</b>	<b>-5 988</b>	<b>91 971</b>

La rubrique « Autres » rassemble principalement les avances et acomptes sur immobilisations incorporelles.

## 7.2 PLACEMENTS FINANCIERS HORS UC

## SYNTHÈSE

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
Actifs évalués à la juste valeur	17 228 654	16 378 763
Actifs évalués au coût amorti	102 902	112 678
<b>CLOTURE</b>	<b>17 331 556</b>	<b>16 491 441</b>

## PLACEMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE – AU 30 JUIN 2009

	Coût amorti brut	Dépréciat°	30 juin 09 Coût amorti net	Réévaluat°	Juste valeur
(en milliers d'euros)					
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	514 876	-55 199	459 677	109 733	569 410
Obligations	14 152 302	-11 370	14 140 932	120 090	14 261 022
Opcvm	1 416 716	-276 527	1 140 189	95 160	1 235 349
Autres	1 815		1 815	94	1 909
Sous-total	16 085 709	-343 096	15 742 613	325 077	16 067 690
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)</b>					
Actions					
Obligations	1 939		1 939		1 939
Opcvm	288 916		288 916	6 211	295 127
Autres					
Sous-total	290 855		290 855	6 211	297 066
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions					
Obligations	375 361		375 361	-111 555	263 806
Opcvm	505 875		505 875	94 217	600 092
Autres					
Sous-total	881 236		881 236	-17 338	863 898
<b>Prêts</b>	110 306	-10 120	100 186	2 716	102 902
<b>TOTAL (hors UC et immeubles)</b>	<b>17 368 106</b>	<b>-353 216</b>	<b>17 014 890</b>	<b>316 666</b>	<b>17 331 556</b>
<b>Actions</b>	514 876	-55 199	459 677	109 733	569 410
<b>Obligations</b>	14 529 602	-11 370	14 518 232	8 535	14 526 767
<b>Opcvm</b>	2 211 507	-276 527	1 934 980	195 588	2 130 568
<b>Autres</b>	1 815		1 815	94	1 909
<b>Prêts</b>	110 306	-10 120	100 186	2 716	102 902
<b>TOTAL (hors UC et immeubles)</b>	<b>17 368 106</b>	<b>-353 216</b>	<b>17 014 890</b>	<b>316 666</b>	<b>17 331 556</b>

**PLACEMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE – AU 31 DÉCEMBRE 2008**

	31 déc 08				
	Coût amorti brut	Dépréciat°	Coût amorti net	Réévaluat°	Juste valeur
(en milliers d'euros)					
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	299 128	-52 105	247 023	80 645	327 668
Obligations	14 215 788	-9 977	14 205 811	-130 519	14 075 292
Opcvm	1 216 298	-294 856	921 442	59 634	981 076
Autres	1 815		1 815	71	1 886
Sous-total	15 733 029	-356 938	15 376 091	9 831	15 385 922
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)</b>					
Actions					
Obligations	118		118		118
Opcvm	235 034		235 034	5 841	240 875
Autres					
Sous-total	235 152		235 152	5 841	240 993
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions	120 229		120 229		120 229
Obligations	253 324		253 324	-125 487	127 837
Opcvm	842 704		842 704	-338 922	503 782
Autres					
Sous-total	1 216 257		1 216 257	-464 409	751 848
<b>Prêts</b>	116 706	-6 666	110 040	2 638	112 678
<b>TOTAL (hors UC et immeubles)</b>	<b>17 301 144</b>	<b>-363 604</b>	<b>16 937 540</b>	<b>-446 099</b>	<b>16 491 441</b>
<b>Actions</b>	419 357	-52 105	367 252	80 645	447 897
<b>Obligations</b>	14 469 230	-9 977	14 459 253	-256 006	14 203 247
<b>Opcvm</b>	2 294 036	-294 856	1 999 180	-273 447	1 725 733
<b>Autres</b>	1 815		1 815	71	1 886
<b>Prêts</b>	116 706	-6 666	110 040	2 638	112 678
<b>TOTAL (hors UC et immeubles)</b>	<b>17 301 144</b>	<b>-363 604</b>	<b>16 937 540</b>	<b>-446 099</b>	<b>16 491 441</b>

**ANALYSE DES MOUVEMENTS DES PLACEMENTS FINANCIERS – AU 30 JUIN 2009**

	30 juin 09					
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	TOTAL
(en milliers d'euros)						
Ouverture	15 385 922	240 993	751 848	112 678		16 491 441
Acquisitions	1 458 293	5 986 235	99 347	1 798		7 545 673
Cessions	-1 302 392	-3 940 786	-3 935	-10 346		-5 257 459
Variations de Juste Valeur	278 356	7 716	13 881			299 953
Dépréciations	-51 852			-3 822		-55 674
Reprises aux amort. et dépréciations	20 216			1		20 217
Variations de périmètre	-15 075					-15 075
Autres mouvements	294 222	-1 997 092	2 757	2 593		-1 697 520
<b>CLOTURE</b>	<b>16 067 690</b>	<b>297 066</b>	<b>863 898</b>	<b>102 902</b>		<b>17 331 556</b>

## ANALYSE DES MOUVEMENTS DES PLACEMENTS FINANCIERS – AU 31 DÉCEMBRE 2008

	31 déc 08					TOTAL
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	
(en milliers d'euros)						
Ouverture	15 798 716	355 514	760 759	61 656		16 976 645
Acquisitions	2 645 465	17 830 700	820 925	104 511		21 401 601
Cessions	-2 885 617	-16 620 895	-85 677	-55 409		-19 647 598
Variations de Juste Valeur	-100 337	5 696	-406 482			-501 123
Dépréciations	-404 469					-404 469
Reprises aux amort. et dépréciations	24 219			-613		23 606
Variations de périmètre			-236			-236
Autres mouvements	307 945	-1 330 022	-337 441	2 533		-1 356 985
<b>CLOTURE</b>	<b>15 385 922</b>	<b>240 993</b>	<b>751 848</b>	<b>112 678</b>		<b>16 491 441</b>

## 7.3 PLACEMENTS FINANCIERS EN UC

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
Actions		
Obligations		
Parts d'OPCVM	112 857	110 003
Autres		
<b>TOTAL</b>	<b>112 857</b>	<b>110 003</b>

Les placements financiers en Unités de Compte sont valorisés à la juste valeur.

## 7.4 EMPLOIS DES ACTIVITÉS DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS

## SYNTHÈSE

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
<b>Emplois des activités du secteur bancaire</b>		
Actifs évalués à la juste valeur		
Actifs évalués au coût amorti		
Sous-total		
<b>Placements des autres activités</b>		
Actifs évalués à la juste valeur	26 628	27 528
Actifs évalués au coût amorti	140 374	140 730
Sous-total	167 002	168 258
<b>TOTAL</b>	<b>167 002</b>	<b>168 258</b>

Le périmètre de consolidation du groupe Macif au 30 juin 2009 ne comporte pas de société ayant une activité bancaire et dans laquelle le Groupe exerce un contrôle exclusif ou conjoint. De ce fait, le poste « Emplois des activités du secteur bancaire » n'est pas mouvementé.

**PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS PAR CATÉGORIE – AU 30 JUIN 2009**

	30 juin 09				
	Coût amorti brut	Dépréciat°	Coût amorti net	Réévaluat°	Juste valeur
(en milliers d'euros)					
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	18 558	-2 570	15 988	-499	15 489
Obligations	12 531	-1 476	11 055	84	11 139
Opcvm					
Autres					
Sous-total	31 089	-4 046	27 043	-415	26 628
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)</b>					
Actions					
Obligations					
Opcvm					
Autres					
Sous-total					
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions					
Obligations					
Opcvm					
Autres					
Sous-total					
<b>Dérivés</b>					
Prêts	9 940	-3 020	6 920		6 920
Immeubles de placement	203 586	-70 132	133 454		133 454
<b>TOTAL</b>	<b>244 615</b>	<b>-77 198</b>	<b>167 417</b>	<b>-415</b>	<b>167 002</b>
<b>Actions</b>	<b>18 558</b>	<b>-2 570</b>	<b>15 988</b>	<b>-499</b>	<b>15 489</b>
<b>Obligations</b>	<b>12 531</b>	<b>-1 476</b>	<b>11 055</b>	<b>84</b>	<b>11 139</b>
<b>Opcvm</b>					
<b>Autres</b>					
<b>Dérivés</b>					
<b>Prêts</b>	<b>9 940</b>	<b>-3 020</b>	<b>6 920</b>		<b>6 920</b>
<b>Immeubles de placement</b>	<b>203 586</b>	<b>-70 132</b>	<b>133 454</b>		<b>133 454</b>
<b>TOTAL</b>	<b>244 615</b>	<b>-77 198</b>	<b>167 417</b>	<b>-415</b>	<b>167 002</b>

## PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS PAR CATÉGORIE – AU 31 DÉCEMBRE 2008

(en milliers d'euros)	31 déc 08				
	Coût amorti brut	Dépréciat°	Coût amorti net	Réévaluat°	Juste valeur
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	18 209	-2 615	15 594	747	16 341
Obligations	12 650	-1 433	11 217	-30	11 187
Opcvm					
Autres					
<b>Sous-total</b>	<b>30 859</b>	<b>-4 048</b>	<b>26 811</b>	<b>717</b>	<b>27 528</b>
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)</b>					
Actions					
Obligations					
Opcvm					
Autres					
<b>Sous-total</b>					
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions					
Obligations					
Opcvm					
Autres					
<b>Sous-total</b>					
<b>Dérivés</b>					
<b>Prêts</b>	<b>8 722</b>	<b>-2 862</b>	<b>5 860</b>		<b>5 860</b>
<b>Immeubles de placement</b>	<b>203 099</b>	<b>-68 229</b>	<b>134 870</b>		<b>134 870</b>
<b>TOTAL</b>	<b>242 680</b>	<b>-75 139</b>	<b>167 541</b>	<b>717</b>	<b>168 258</b>
<b>Actions</b>	<b>18 209</b>	<b>-2 615</b>	<b>15 594</b>	<b>747</b>	<b>16 341</b>
<b>Obligations</b>	<b>12 650</b>	<b>-1 433</b>	<b>11 217</b>	<b>-30</b>	<b>11 187</b>
<b>Opcvm</b>					
<b>Autres</b>					
<b>Dérivés</b>					
<b>Prêts</b>	<b>8 722</b>	<b>-2 862</b>	<b>5 860</b>		<b>5 860</b>
<b>Immeubles de placement</b>	<b>203 099</b>	<b>-68 229</b>	<b>134 870</b>		<b>134 870</b>
<b>TOTAL</b>	<b>242 680</b>	<b>-75 139</b>	<b>167 541</b>	<b>717</b>	<b>168 258</b>

**PLACEMENTS IMMOBILIERS DES AUTRES ACTIVITÉS – SYNTHÈSE**

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
Valeur brute	203 586	203 099
Amortissement et dépréciation	-70 132	-68 229
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>133 454</b>	<b>134 870</b>
Valeur de marché	245 739	248 458
<b>Ecart</b>	<b>112 285</b>	<b>113 588</b>

**PLACEMENTS IMMOBILIERS DES AUTRES ACTIVITÉS – MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE**

	30 juin 09			31 déc 08		
(en milliers d'euros)	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Ouverture	203 099	-68 229	134 870	202 532	-65 846	136 686
Augmentation	5 464	-6 369	-905	21 850	-16 174	5 676
Diminution	-4 977	4 466	-511	-21 283	13 791	-7 492
Autres mouvements						
<b>CLOTURE</b>	<b>203 586</b>	<b>-70 132</b>	<b>133 454</b>	<b>203 099</b>	<b>-68 229</b>	<b>134 870</b>

**DÉPRÉCIATION DES PLACEMENTS FINANCIERS DES AUTRES ACTIVITÉS**

	30 juin 09			31 déc 08		
(en milliers d'euros)	Placements immobiliers	Placements financiers	Total	Placements immobiliers	Placements financiers	Total
Ouverture	68 229	6 910	75 139	65 846	7 405	73 251
Dotations aux amortissements				14 066		14 066
Dépréciations	2 421	310	2 731	2 108	1 062	3 170
Reprises suite à cessions ou remboursements	-518	-12	-530	-13 791	-492	-14 283
Reprises suite à revalorisation		-142	-142		-1 065	-1 065
Autres mouvements						
<b>CLOTURE</b>	<b>70 132</b>	<b>7 066</b>	<b>77 198</b>	<b>68 229</b>	<b>6 910</b>	<b>75 139</b>

## 7.5 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

## MOUVEMENTS – AU 30 JUIN 2009

	01 janv 09	Dividendes	Variation de périmètre	Variation de la réserve de réévaluation	Autres mouvements	Quote part de résultat juin-09	30 juin 09
(en milliers d'euros)							
Groupe IMA	15 523		2 930	-15	-1	-425	18 012
ALTIMA	9 532			73		-92	9 513
ATLANTIS	9 881				24	-399	9 506
GCE Assurances	105 788			627		644	107 059
ATLANTIS Vida	2 851			19	-33	106	2 943
SOCRAM Banque	78 105	-2 062			-221	2 635	78 457
SERENA	853				1	-955	-101
CEMM	2 070					-162	1 908
Groupe OFI Holding (ex-Groupe OFI Instit)	13 920			-746	-383	1 219	14 010
OFI PEC	50 217	-827		-65	-1	2 213	51 537
<b>TOTAL</b>	<b>288 740</b>	<b>-2 889</b>	<b>2 930</b>	<b>-107</b>	<b>-614</b>	<b>4 784</b>	<b>292 844</b>

Au 30 juin 2009 l'augmentation du pourcentage de détention de Macif dans le Groupe IMA (de 27,14% à 32,33%) impacte les placements des entreprises associées à hauteur de 2 930 K€.

## MOUVEMENTS – AU 31 DÉCEMBRE 2008

	01 janv 08	Dividendes	Variation de périmètre	Variation de la réserve de réévaluation	Autres mouvements	Quote part de résultat déc-08	31 déc 08
(en milliers d'euros)							
Groupe IMA	14 295			-18	-340	1 586	15 523
ALTIMA	5 600		3 345	36	14	537	9 532
ATLANTIS	9 995				446	-560	9 881
GCE Assurances			99 918	2 064		3 806	105 788
ATLANTIS Vida	2 464			324	33	30	2 851
SOCRAM	71 750	-2 257	3 757			4 855	78 105
SERENA	3 563					-2 710	853
CEMM	2 196					-126	2 070
Groupe OFI INSTIT	-4 579		19 305	-114		-692	13 920
OFI PEC	58 224	-1 654		-2 245	-11	-4 097	50 217
<b>TOTAL</b>	<b>163 508</b>	<b>-3 911</b>	<b>126 325</b>	<b>47</b>	<b>142</b>	<b>2 629</b>	<b>288 740</b>



**PRINCIPALES DONNÉES CHIFFRÉES – AU 30 JUIN 2009**

	Pays	% intérêt	Total bilan	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net
(en milliers d'euros)						
Groupe IMA	France	32,33%	239 311	54 626	27 946	-983
ALTIMA	France	33,20%	82 501	28 371	14 660	-260
ATLANTIS	Espagne	27,19%	86 177	34 167	19 781	-2 015
GCE Assurances	France	25,00%	865 501	156 927	211 144	2 337
ATLANTIS VIDA	Espagne	24,50%	80 625	11 849	18 899	408
SOCRAM Banque	France	45,31%	2 272 393	166 127	66 529	5 661
SERENA	France	25,00%	14 835	-404	12 926	-4 307
CEMM	France	25,00%	7 699	7 628		-584
Groupe OFI Holding (ex-Groupe OFI Instit)	France	49,19%	121 503	30 097	19 379	180
OFI PEC	France	51,33%	164 477	98 241		4 239

**7.6 FRAIS D'ACQUISITION REPORTÉS**
**RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

	30 juin 09			31 déc 08		
	Brut	Dépréciat°	Net	Brut	Dépréciat°	Net
(en milliers d'euros)						
Dommages	129 231		129 231	83 572		83 572
Epargne	81 971		81 971	76 572		76 572
Santé/Prévoyance	329		329	538		538
Autres						
<b>TOTAL</b>	<b>211 531</b>		<b>211 531</b>	<b>160 682</b>		<b>160 682</b>

**MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE**

	30 juin 09				31 déc 08			
	Dommages	Epargne	Santé/Prév	Total	Dommages	Epargne	Santé/Prév	Total
(en milliers d'euros)								
Ouverture	83 572	76 572	538	160 682	78 027	67 989		146 016
Dotations de l'exercice	51 659	14 555	-209	66 005	5 545	8 583	747	14 875
Amortissements de l'exercice	-6 000	-9 156		-15 156			-209	-209
Pertes de valeurs constatées								
Reprises de perte de valeurs								
Variations de périmètre								
Autres mouvements								
<b>CLOTURE</b>	<b>129 231</b>	<b>81 971</b>	<b>329</b>	<b>211 531</b>	<b>83 572</b>	<b>76 572</b>	<b>538</b>	<b>160 682</b>

## 7.7 PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFÉRÉE ACTIVE

### MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
Ouverture	400 860	
Variation des plus ou moins-values latentes liées aux évolutions du marché	-179 642	66 601
Variation des dépréciations	-8 189	176 159
Réalisation des plus ou moins-values latentes présentes à l'ouverture	-1 195	159 767
Changement des hypothèses de calcul		
Autres variations	43 262	-1 667
<b>CLOTURE</b>	<b>255 096</b>	<b>400 860</b>

La participation aux bénéfices différée active concerne exclusivement les contrats du secteur Épargne. Elle est déterminée en appliquant le taux de participation aux bénéfices défini contractuellement pour chacun des portefeuilles aux retraitements comptables imposés par les normes IFRS (notamment la mise en juste valeur des actifs financiers). Elle a été partiellement reprise au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009 suite à la hausse de la juste valeur des portefeuilles de placements. Elle s'élève à 255.096 K€ au 30 juin 2009.

Le groupe Macif a procédé à un test de recouvrabilité de la participation aux bénéfices différée active, en tenant compte de sa capacité et de son intention d'imputer les moins-values latentes aux assurés. Les hypothèses retenues pour la réalisation de ce test sont issues des plans prévisionnels en termes de souscription, d'investissement, de frais généraux et de taux de distribution aux assurés. Les plans prévisionnels sont approuvés par le Directoire de Mutavie. Ils reposent sur la projection sur une période de 10 ans des contrats futurs et existants de l'activité Épargne du groupe Macif. Le test de recouvrabilité résulte de l'analyse des cash-flow futurs issus des plans prévisionnels à la fois déterministes et stochastiques. Il démontre que l'imputation de la participation différée active sur les participations aux bénéfices futures et latentes est fortement probable.

### RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
Dommages		
Épargne	255 096	400 860
Santé/Prévoyance		
Autres		
<b>TOTAL</b>	<b>255 096</b>	<b>400 860</b>

### ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFÉRÉE ACTIVE

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
Ouverture	400 860	
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat	30 133	326 662
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves	-175 897	74 198
Effet du changement de taux de participation aux bénéfices		
Autres mouvements		
<b>CLOTURE</b>	<b>255 096</b>	<b>400 860</b>

## 7.8 ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À LA VENTE

	SCI Salon Crau	SCI Paris Joubert	SCI Joubert Hausmann	Total
(en milliers d'euros)				
Immobilier de placement (net de dépréciations)	2 421	48 969	193	51 583
Autres créances				
<b>Actifs destinés à la vente</b>	<b>2 421</b>	<b>48 969</b>	<b>193</b>	<b>51 583</b>
Autres dettes de financement				
Autres dettes				
<b>Passifs des activités destinées à être cédées</b>				

Conformément à la norme IFRS 5 sur les actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, les immeubles des SCI Salon Crau, Paris Joubert et Joubert Hausmann sont classés en « Actifs destinés à la vente ». Ces trois immeubles ont fait l'objet d'une signature de promesse de vente en avril et en juin 2009.

## 7.9 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

### DÉTAIL PAR NATURE

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
Disponibilités et soldes bancaires	55 153	65 064
Titres de transaction à moins de 3 mois	2 008 321	1 675 043
<b>TOTAL</b>	<b>2 063 474</b>	<b>1 740 107</b>

### DÉTAIL PAR VALORISATION – AU 30 JUIN 2009

	AFS	Trading	30 juin 09		Total
			FVO	Prêts et créances	Coût amorti
(en milliers d'euros)					
Disponibilités et soldes bancaires					55 153
Titres de transaction à moins de 3 mois		2 008 321			
<b>TOTAL</b>		<b>2 008 321</b>			<b>55 153</b>

### DÉTAIL PAR VALORISATION – AU 31 DÉCEMBRE 2008

	AFS	Trading	31 déc 08		Total
			FVO	Prêts et créances	Coût amorti
(en milliers d'euros)					
Disponibilités et soldes bancaires					65 064
Titres de transaction à moins de 3 mois		1 675 043			
<b>TOTAL</b>		<b>1 675 043</b>			<b>65 064</b>

## 7.10 CAPITAUX PROPRES

## MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

	Fonds d'établis.	Primes	Réserve de réévaluation	Autres Réserves	Résultats cumulés	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres Groupe
(en milliers d'euros)							
<b>Situation à la clôture 31 décembre 2006</b>	<b>204 226</b>		<b>242 579</b>	<b>913 614</b>	<b>92</b>	<b>173 625</b>	<b>1 534 136</b>
Droits d'adhésion	5 108						5 108
Variation de périmètre			-1 662	589			-1 073
Affectation du résultat N-1				173 625		-173 625	
Autres variations			-117 641	462	-478		-117 657
Résultat de l'exercice						102 335	102 335
<b>Situation à la clôture 31 décembre 2007</b>	<b>209 334</b>		<b>123 276</b>	<b>1 088 290</b>	<b>-386</b>	<b>102 335</b>	<b>1 522 849</b>
Droits d'adhésion	4 618						4 618
Variation de périmètre				-13 942			-13 942
Affectation du résultat N-1				102 335		-102 335	
Autres variations			-57 335	-215	3 244		-54 306
Résultat de l'exercice						99 579	99 579
<b>Situation à la clôture 31 décembre 2008</b>	<b>213 952</b>		<b>65 941</b>	<b>1 176 468</b>	<b>2 858</b>	<b>99 579</b>	<b>1 558 798</b>
Droits d'adhésion	2 275						2 275
Variation de périmètre				-10 643			-10 643
Affectation du résultat N-1				99 579		-99 579	
Autres variations			72 284	7 671	-5 705		74 250
Résultat de l'exercice						-68 940	-68 940
<b>Situation à la clôture 30 juin 2009</b>	<b>216 227</b>		<b>138 225</b>	<b>1 273 075</b>	<b>-2 847</b>	<b>-68 940</b>	<b>1 555 740</b>

En application d'IFRS 4, les provisions d'égalisation destinées à couvrir les fluctuations de sinistralité sur le long terme sont éliminées.

Elles s'élèvent à 40.264 K€ au 30 juin 2009 contre 41.212 K€ au 31 décembre 2008. Après prise en compte de l'impôt différé, l'impact net de l'annulation des provisions d'égalisation ressort à 27.715 K€ au 30 juin 2009 contre 27.023 K€ au 31 décembre 2008.

## DÉTAIL DU FONDS D'ÉTABLISSEMENT

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
MACIF	208 998	206 723
MACIF-MUTUALITE	7 000	7 000
SMIP	229	229
<b>TOTAL</b>	<b>216 227</b>	<b>213 952</b>

**DÉTAIL DES AUTRES RÉSERVES GROUPE**

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
Réserve légale		
Réserve de réévaluation	138 225	65 941
Réserves ordinaires	827 610	778 896
Autres réserves consolidées	442 618	400 430
<b>TOTAL</b>	<b>1 408 453</b>	<b>1 245 267</b>

**VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION GROUPE**

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
Ouverture	65 941	123 276
Incidence des transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées	102 783	-17 971
Réévaluation à la juste valeur par les réserves	-30 499	-39 363
Impact des variations de périmètre et autres variations		
<b>CLOTURE</b>	<b>138 225</b>	<b>65 941</b>

**VARIATION DES INTÉRÊTS MINORITAIRES**

	30 juin 09	31 déc 08
(en milliers d'euros)		
Ouverture	21 811	22 019
Variations de périmètre		-752
Variations de la réserve de réévaluation	524	-407
Dividendes	-51	-244
Résultat de l'exercice	70	1 195
Variations des autres réserves		
<b>CLOTURE</b>	<b>22 354</b>	<b>21 811</b>

**DÉTAIL DES INTÉRÊTS MINORITAIRES PAR SOCIÉTÉ**

	30 juin 09			31 déc 08		
	Réserves	Résultat	Total	Réserves	Résultat	Total
(en milliers d'euros)						
FONCIERE DE LUTECE	5 096	123	5 219	4 889	302	5 191
MUTAVIE	17 516	-81	17 435	15 792	1 149	16 941
OFI PEC		19	19	42	-35	7
SOCRAM Banque				-93	92	-1
Autres sociétés	-328	9	-319	-14	-313	-327
<b>TOTAL</b>	<b>22 284</b>	<b>70</b>	<b>22 354</b>	<b>20 616</b>	<b>1 195</b>	<b>21 811</b>

## 7.11 DETTES DE FINANCEMENT

## RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2009

(en milliers d'euros)	30 juin 09				Total
	Domages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Titres subordonnés à durée indéterminée	155 447				155 447
Titres subordonnés remboursables		112 991			112 991
Emprunts subordonnés					
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>155 447</b>	<b>112 991</b>			<b>268 438</b>
Titres de créances négociables					
Emprunts obligataires					
Autres dettes représentées par des titres					
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>					
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	80 658			5 835	86 493
Autres dettes de financement	123	3 901	100	2 783	6 907
<b>TOTAL</b>	<b>236 228</b>	<b>116 892</b>	<b>100</b>	<b>8 618</b>	<b>361 838</b>

## RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 31 DÉCEMBRE 2008

(en milliers d'euros)	31 déc 08				Total
	Domages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Titres subordonnés à durée indéterminée	151 903				151 903
Titres subordonnés remboursables		108 675			108 675
Emprunts subordonnés					
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>151 903</b>	<b>108 675</b>			<b>260 578</b>
Titres de créances négociables					
Emprunts obligataires					
Autres dettes représentées par des titres					
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>					
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	85 292			5 838	91 130
Autres dettes de financement	113	3 738	322	2 820	6 993
<b>TOTAL</b>	<b>237 308</b>	<b>112 413</b>	<b>322</b>	<b>8 658</b>	<b>358 701</b>

## RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE – AU 30 JUIN 2009

(en milliers d'euros)	30 juin 09			Total
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	
Titres subordonnés à durée indéterminée	5 447		150 000	155 447
Titres subordonnés remboursables	112 991			112 991
Emprunts subordonnés				
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>118 438</b>		<b>150 000</b>	<b>268 438</b>
Titres de créances négociables				
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par des titres				
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>				
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	13 723	41 620	31 150	86 493
Autres dettes de financement	3 005	3 902		6 907
<b>TOTAL</b>	<b>135 166</b>	<b>45 522</b>	<b>181 150</b>	<b>361 838</b>

## RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE – AU 31 DÉCEMBRE 2008

(en milliers d'euros)	31 déc 08			Total
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	
Titres subordonnés à durée indéterminée	1 903		150 000	151 903
Titres subordonnés remboursables	108 675			108 675
Emprunts subordonnés				
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>110 578</b>		<b>150 000</b>	<b>260 578</b>
Titres de créances négociables				
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par des titres				
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>				
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	15 146	48 461	27 523	91 130
Autres dettes de financement	3 253	3 740		6 993
<b>TOTAL</b>	<b>128 977</b>	<b>52 201</b>	<b>177 523</b>	<b>358 701</b>

**JUSTE VALEUR DE LA DETTE DE FINANCEMENT**

	30 juin 09			31 déc 08		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart
(en milliers d'euros)						
Dettes subordonnées	268 438	276 158	7 720	260 578	269 342	8 764
Dettes de financement représentées par des titres						
Dettes de financement envers						
les entreprises du secteur bancaire	86 493	86 493		91 130	91 130	
Autres dettes de financement	6 907	6 907		6 993	6 993	
<b>TOTAL</b>	<b>361 838</b>	<b>369 558</b>	<b>7 720</b>	<b>358 701</b>	<b>367 465</b>	<b>8 764</b>

**JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIF ADOSSÉS À LA DETTE DE FINANCEMENT**

	30 juin 09			31 déc 08		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart
(en milliers d'euros)						
Instruments dérivés passif sur...						
Dettes subordonnées	714	714		1 828	1 828	
Dettes de financement représentées par des titres						
Dettes de financement envers						
les entreprises du secteur bancaire						
Autres dettes de financement						
<b>TOTAL</b>	<b>714</b>	<b>714</b>		<b>1 828</b>	<b>1 828</b>	

**JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIF ADOSSÉS À LA DETTE DE FINANCEMENT**

	30 juin 09			31 déc 08		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart
(en milliers d'euros)						
Instruments dérivés actif sur...						
Dettes subordonnées	10 807	10 807		4 189	4 189	
Dettes de financement représentées par des titres						
Dettes de financement envers						
les entreprises du secteur bancaire						
Autres dettes de financement						
<b>TOTAL</b>	<b>10 807</b>	<b>10 807</b>		<b>4 189</b>	<b>4 189</b>	



## INFORMATIONS RELATIVES AUX DETTES DE FINANCEMENT

	MACIF	MUTAVIE	FONCIERE DE LUTECE	SIEM	AUTRES	TOTAL
<b>Nature</b>	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné remboursable	Emprunt bancaire	Emprunt bancaire		
<b>Date d'émission</b>	20 avr 05	11 janv 96	24 déc 02	14 déc 04		
<b>Durée</b>	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 20 juillet 2015	14 ans	7 ans	12 ans		
<b>Devise</b>	Euro	Euro	Euro	Euro		
<b>Montant</b>	150 000	198 184	35 000	80 000		
<b>Nombre de titres</b>	150 000	1 300 000				
<b>Nominal</b>	1	0,15				
<b>Taux nominal</b>	Taux fixe de 4,625% jusqu'au 20 juillet 2015 puis EURIBOR 3 mois + 200pb	Pas productif d'intérêt	Euribor 3 mois + 100 pb	4,05%		
<b>Taux d'intérêt effectif</b>		7,75%		4%		
<b>Prix de remboursement</b>	Nominal	Nominal				
<b>Frais d'émission</b>	1 709	Néant	140	110		
<b>Amortissement</b>		De Déc 1996 à Déc 2004 0,76€ par titre et par an A partir de 2004 Remboursement du solde in fine soit en déc 2009	Trimestrialités variables	Trimestrialités constantes de 528 K€		
<b>Dérivés associés</b>	3 swaps de taux de 50 000 K€ chacun		Swap de taux jusqu'à déc 07			
<b>Valeur au bilan</b>						
<b>Au 30 juin 2009</b>	155 447	112 991	7 799	80 780	4 821	<b>361 838</b>
<b>Au 31 décembre 2008</b>	151 903	108 675	5 838	57 608	34 677	<b>358 701</b>

La colonne « autres » rassemble les emprunts souscrits auprès des entreprises du secteur bancaire et non détaillés dans les quatre premières colonnes.

**7.12 PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE****RÉPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2009**

(en milliers d'euros)	30 juin 09				Total
	Dommmages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Provisions d'assurance vie		13 253 434	123 211		13 376 645
Provisions pour cotisations non acquises	1 751 941		195 741		1 947 682
Provisions pour sinistres à payer	3 549 990	39 327	93 721		3 683 038
Provisions pour participation aux bénéfices	1 454	60 883	1 363		63 700
Autres provisions techniques	962 604	654	141 720		1 104 978
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance</b>	<b>6 265 989</b>	<b>13 354 298</b>	<b>555 756</b>		<b>20 176 043</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC</b>		<b>112 857</b>			<b>112 857</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6 265 989</b>	<b>13 467 155</b>	<b>555 756</b>		<b>20 288 900</b>

**RÉPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 31 DÉCEMBRE 2008**

(en milliers d'euros)	31 déc 08				Total
	Dommmages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Provisions d'assurance vie		12 444 495	90 194		12 534 689
Provisions pour cotisations non acquises	718 261		3 331		721 592
Provisions pour sinistres à payer	3 432 310	34 726	91 762		3 558 798
Provisions pour participation aux bénéfices	2 149	65 513	1 363		69 025
Autres provisions techniques	897 677	941	141 000		1 039 618
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance</b>	<b>5 050 397</b>	<b>12 545 675</b>	<b>327 650</b>		<b>17 923 722</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC</b>		<b>110 003</b>			<b>110 003</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 050 397</b>	<b>12 655 678</b>	<b>327 650</b>		<b>18 033 725</b>

**RÉPARTITION PAR CATÉGORIE**

(en milliers d'euros)	30 juin 09	31 déc 08
	VIE - Contrats collectifs	24 476
VIE - Contrats individuels	13 325 242	12 520 961
DECES - Contrats collectifs	113 759	83 896
DECES - Contrats individuels	34 238	30 973
Automobile	4 160 043	3 371 671
Responsabilité civile	14 106	14 692
Dommmages aux biens	1 062 262	813 231
Dommmages corporels	702 065	588 369
Autres	739 852	479 518
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance</b>	<b>20 176 043</b>	<b>17 923 722</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC</b>	<b>112 857</b>	<b>110 003</b>
<b>TOTAL</b>	<b>20 288 900</b>	<b>18 033 725</b>

## RÉPARTITION DES PASSIFS TECHNIQUES NETS DE RÉASSURANCE

(en milliers d'euros)	30 juin 09			31 déc 08		
	Brut	Réass	Net	Brut	Réass	Net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	20 176 043	550 266	19 625 777	17 923 722	451 516	17 472 206
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC	112 857		112 857	110 003		110 003
<b>TOTAL</b>	<b>20 288 900</b>	<b>550 266</b>	<b>19 738 634</b>	<b>18 033 725</b>	<b>451 516</b>	<b>17 582 209</b>

## MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	Provisions assurance vie	Provisions cotisations non acquises	Provisions de sinistres	Prov pour part° aux bénéfices	Autres	Total
Ouverture	12 534 689	721 592	3 558 798	69 025	1 039 618	17 923 722
Charges des provisions d'assurance	617 174	1 226 090	163 740	-693	67 356	2 073 667
Entrées et sorties de portefeuille	149		-24		-257	-132
Variations de périmètre						
Intérêts techniques et participation aux résultats	213 682					213 682
Utilisation de la provision pour participation aux bénéfices	4 096			-4 096		
Autres mouvements	6 855		-39 476	-536	-1 739	-34 896
<b>CLOTURE</b>	<b>13 376 645</b>	<b>1 947 682</b>	<b>3 683 038</b>	<b>63 700</b>	<b>1 104 978</b>	<b>20 176 043</b>

## DÉTAIL DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES (PB)

(en milliers d'euros)	30 juin 09	31 déc 08
Participation aux bénéfices différée active	-255 096	-400 860
Participation aux bénéfices différée passive	14 682	3 883
<b>TOTAL</b>	<b>-240 414</b>	<b>-396 977</b>

Le taux de participation différée sur les mises en juste valeur est égal à 95% pour tous les portefeuilles de placements dédiés à l'activité EPARGNE et 100% pour ceux dédiés à la gestion des indemnités de fin de carrière (IFC).

## ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DIFFÉRÉE PASSIVE

(en milliers d'euros)	30 juin 09	31 déc 08
Ouverture	3 883	41 686
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat	6 690	-92 614
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves	4 108	54 811
Effet du changement de taux de participation aux bénéfices		
Autres mouvements		
<b>CLOTURE</b>	<b>14 682</b>	<b>3 883</b>

**7.13 PRIMES ACQUISES****RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2009**

(en milliers d'euros)	30 juin 09				Total
	Dommages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Primes émises	2 394 608	1 118 534	435 261		3 948 403
Provisions pour primes non acquises	-1 033 679		-192 410		-1 226 089
<b>TOTAL</b>	<b>1 360 929</b>	<b>1 118 534</b>	<b>242 851</b>		<b>2 722 314</b>

**RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2008**

(en milliers d'euros)	30 juin 08				Total
	Dommages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Primes émises	2 387 803	981 029	365 096		3 733 928
Provisions pour primes non acquises	-1 033 707		-144 319		-1 178 026
<b>TOTAL</b>	<b>1 354 096</b>	<b>981 029</b>	<b>220 777</b>		<b>2 555 902</b>

**RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ – AU 31 DECEMBRE 2008**

(en milliers d'euros)	31 déc 08				Total
	Dommages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Primes émises	2 785 346	1 741 434	450 756		4 977 536
Provisions pour primes non acquises	-13 917		-53		-13 970
<b>TOTAL</b>	<b>2 771 429</b>	<b>1 741 434</b>	<b>450 703</b>		<b>4 963 566</b>

**RÉPARTITION PAR MODALITÉS D'ACQUISITION**

(en milliers d'euros)	30 juin 09	30 juin 08	31 déc 08
	Affaires directes	3 943 669	3 726 742
Affaires acceptées	4 734	7 186	8 749
Primes émises	3 948 403	3 733 928	4 977 536
Provisions pour primes non acquises	-1 226 089	-1 178 026	-13 970
<b>TOTAL</b>	<b>2 722 314</b>	<b>2 555 902</b>	<b>4 963 566</b>

## RÉPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE AU 30 JUIN 2009

(en milliers d'euros)	30 juin 09		
	Brut	Réass.	Net
Primes émises	2 394 608	-129 105	2 265 503
Provisions pour primes non acquises	-1 033 679	48 892	-984 787
<b>Activité Dommages</b>	<b>1 360 929</b>	<b>-80 213</b>	<b>1 280 716</b>
Primes émises	1 118 534	-365	1 118 169
<b>Activité Epargne</b>	<b>1 118 534</b>	<b>-365</b>	<b>1 118 169</b>
Primes émises	435 261	-10 991	424 270
Provisions pour primes non acquises	-192 410		-192 410
<b>Activité Santé / Prévoyance</b>	<b>242 851</b>	<b>-10 991</b>	<b>231 860</b>
Primes émises	3 948 403	-140 461	3 807 942
Provisions pour primes non acquises	-1 226 089	48 892	-1 177 197
<b>TOTAL</b>	<b>2 722 314</b>	<b>-91 569</b>	<b>2 630 745</b>

## RÉPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE AU 30 JUIN 2008

(en milliers d'euros)	30 juin 08		
	Brut	Réass.	Net
Primes émises	2 387 803	-126 349	2 261 454
Provisions pour primes non acquises	-1 033 707	47 167	-986 540
<b>Activité Dommages</b>	<b>1 354 096</b>	<b>-79 182</b>	<b>1 274 914</b>
Primes émises	981 029	-388	980 641
<b>Activité Epargne</b>	<b>981 029</b>	<b>-388</b>	<b>980 641</b>
Primes émises	365 096	-10 232	354 864
Provisions pour primes non acquises	-144 319		-144 319
<b>Activité Santé / Prévoyance</b>	<b>220 777</b>	<b>-10 232</b>	<b>210 545</b>
Primes émises	3 733 928	-136 969	3 596 959
Provisions pour primes non acquises	-1 178 026	47 167	-1 130 859
<b>TOTAL</b>	<b>2 555 902</b>	<b>-89 802</b>	<b>2 466 100</b>

## RÉPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE AU 31 DECEMBRE 2008

(en milliers d'euros)	31 déc 08		
	Brut	Réass.	Net
Primes émises	2 785 346	-136 311	2 649 035
Provisions pour primes non acquises	-13 917		-13 917
<b>Activité Dommages</b>	<b>2 771 429</b>	<b>-136 311</b>	<b>2 635 118</b>
Primes émises	1 741 434	-816	1 740 618
<b>Activité Epargne</b>	<b>1 741 434</b>	<b>-816</b>	<b>1 740 618</b>
Primes émises	450 756	-23 024	427 732
Provisions pour primes non acquises	-53		-53
<b>Activité Santé / Prévoyance</b>	<b>450 703</b>	<b>-23 024</b>	<b>427 679</b>
Primes émises	4 977 536	-160 151	4 817 385
Provisions pour primes non acquises	-13 970		-13 970
<b>TOTAL</b>	<b>4 963 566</b>	<b>-160 151</b>	<b>4 803 415</b>

## 7.14 CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS

AU 30 JUIN 2009

(en milliers d'euros)	30 juin 09			
	Dommages	Epargne	Santé / Prévoyance	Total
Charges de sinistres	1 198 037	524 064	179 960	1 902 061
Variation des provisions sinistres à payer	117 599	4 473	2 907	124 979
Variation des provisions d'assurance vie		592 991	4 650	597 641
Variation des provisions en UC		2 853		2 853
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-695	-4 630		-5 325
Variation des autres provisions techniques	64 885	221 463	2 268	288 616
Variation des provisions techniques	181 789	817 150	9 825	1 008 764
Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée		-23 442		-23 442
<b>Charges brutes des prestations des contrats</b>	<b>1 379 826</b>	<b>1 317 772</b>	<b>189 785</b>	<b>2 887 383</b>
Paiements reçus des réassureurs	-80 213	-365	-10 991	-91 569
Variation des provisions techniques cédées	109 921	286	9 181	119 388
Réassurance	29 708	-79	-1 810	27 819
<b>Charges nettes des prestations des contrats</b>	<b>1 409 534</b>	<b>1 317 693</b>	<b>187 975</b>	<b>2 915 202</b>

## AU 30 JUIN 2008

	30 juin 08			Total
	Domages	Epargne	Santé / Prévoyance	
(en milliers d'euros)				
<b>Charges de sinistres</b>	<b>1 085 796</b>	<b>602 330</b>	<b>156 331</b>	<b>1 844 457</b>
Variation des provisions sinistres à payer	56 990	10 199	10 915	78 104
Variation des provisions d'assurance vie		340 788	1 939	342 727
Variation des provisions en UC		-41 041		-41 041
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	186	-29 721	1 105	-28 430
Variation des autres provisions techniques	31 736	256 209	7 433	295 378
Variation des provisions techniques	88 912	536 434	21 392	646 738
Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée		-96 426		-96 426
<b>Charges brutes des prestations des contrats</b>	<b>1 174 708</b>	<b>1 042 338</b>	<b>177 723</b>	<b>2 394 769</b>
Paiements reçus des réassureurs	-79 182	-392	-10 319	-89 893
Variation des provisions techniques cédées	30 471	161	9 864	40 496
Réassurance	-48 711	-231	-455	-49 397
<b>Charges nettes des prestations des contrats</b>	<b>1 125 997</b>	<b>1 042 107</b>	<b>177 268</b>	<b>2 345 372</b>

## AU 31 DECEMBRE 2008

	31 déc 08			Total
	Domages	Epargne	Santé / Prévoyance	
(en milliers d'euros)				
<b>Charges de sinistres</b>	<b>2 150 722</b>	<b>1 360 953</b>	<b>335 701</b>	<b>3 847 376</b>
Variation des provisions sinistres à payer	154 923	2 111	6 646	163 680
Variation des provisions d'assurance vie		296 367	5 769	302 136
Variation des provisions en UC		-78 633		-78 633
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	810	-86 921	1 363	-84 748
Variation des autres provisions techniques	64 585	567 165	10 050	641 800
Variation des provisions techniques	220 318	700 089	23 828	944 235
Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée		-418 053		-418 053
<b>Charges brutes des prestations des contrats</b>	<b>2 371 040</b>	<b>1 642 989</b>	<b>359 529</b>	<b>4 373 558</b>
Paiements reçus des réassureurs	-136 311	-816	-23 024	-160 151
Variation des provisions techniques cédées	76 803	1 709	21 522	100 034
Réassurance	-59 508	893	-1 502	-60 117
<b>Charges nettes des prestations des contrats</b>	<b>2 311 532</b>	<b>1 643 882</b>	<b>358 027</b>	<b>4 313 441</b>

**7.15 CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN RÉASSURANCE****AU 30 JUIN 2009**

	30 juin 09			Total
	Dommages	Epargne	Santé / Prévoyance	
(en milliers d'euros)				
Produits des cessions en réassurance	-80 213	-365	-10 991	-91 569
Charges des cessions en réassurance	109 921	286	9 181	119 388
<b>TOTAL</b>	<b>29 708</b>	<b>-79</b>	<b>-1 810</b>	<b>27 819</b>

**AU 30 JUIN 2008**

	30 juin 08			Total
	Dommages	Epargne	Santé / Prévoyance	
(en milliers d'euros)				
Produits des cessions en réassurance	-79 182	-392	-10 319	-89 893
Charges des cessions en réassurance	30 471	161	9 864	40 496
<b>TOTAL</b>	<b>-48 711</b>	<b>-231</b>	<b>-455</b>	<b>-49 397</b>

**AU 31 DECEMBRE 2008**

	31 déc 08			Total
	Dommages	Epargne	Santé / Prévoyance	
(en milliers d'euros)				
Produits des cessions en réassurance	-136 311	-816	-23 024	-160 151
Charges des cessions en réassurance	76 803	1 709	21 522	100 034
<b>TOTAL</b>	<b>-59 508</b>	<b>893</b>	<b>-1 502</b>	<b>-60 117</b>



**7.16 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS****DÉTAIL DE LA CHARGE D'IMPÔT**

	30 juin 09	30 juin 08	31 déc 08
(en milliers d'euros)			
Impôt exigible	816	-46 253	-18 432
Impôts différés	31 619	1 249	44 941
<b>TOTAL</b>	<b>32 435</b>	<b>-45 004</b>	<b>26 509</b>

# 8. Comptes sectoriels

## 8.1 BILAN AU 30 JUIN 2009

### ACTIF

(en milliers d'euros)

	Domages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 09
Ecarts d'acquisition		18 015			18 015		18 015
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance							
Autres immobilisations incorporelles	79 242	1	6 880	5 848	91 971		91 971
<b>ACTIFS INCORPORELS</b>	<b>79 242</b>	<b>18 016</b>	<b>6 880</b>	<b>5 848</b>	<b>109 986</b>		<b>109 986</b>
Immobilier de placement	60 301	178 679	14 955		253 935	-19 364	234 571
Immobilier de placement en UC							
Placements financiers	4 233 864	12 438 759	490 013	183 182	17 345 818	-14 262	17 331 556
Placements financiers en UC		112 857			112 857		112 857
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	10 807				10 807		10 807
<b>PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE</b>	<b>4 304 972</b>	<b>12 730 295</b>	<b>504 968</b>	<b>183 182</b>	<b>17 723 417</b>	<b>-33 626</b>	<b>17 689 791</b>
<b>EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES</b>	<b>27</b>			<b>168 646</b>	<b>168 673</b>	<b>-1 671</b>	<b>167 002</b>
<b>INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES</b>	<b>144 090</b>	<b>2 943</b>		<b>145 811</b>	<b>292 844</b>		<b>292 844</b>
<b>PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS</b>	<b>516 527</b>	<b>1 557</b>	<b>33 812</b>		<b>551 896</b>	<b>-1 630</b>	<b>550 266</b>
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	304 365	8 943	8 670	1 235	323 213	-73	323 140
Frais d'acquisitions reportés	129 231	81 971	329		211 531		211 531
Participation aux bénéfices différée active		255 096			255 096		255 096
Actifs d'impôts différés							
Créances nées des opérations d'assurance	1 161 724	45 088	217 098		1 423 910	-238	1 423 672
Créances nées des opérations de réassurance			1 368		1 368		1 368
Créances d'impôt exigible	21 039				21 039		21 039
Autres créances	203 103	15 620	11 193	32 844	262 760	-16 110	246 650
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>1 819 462</b>	<b>406 718</b>	<b>238 658</b>	<b>34 079</b>	<b>2 498 917</b>	<b>-16 421</b>	<b>2 482 496</b>
<b>ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES</b>		<b>51 583</b>			<b>51 583</b>		<b>51 583</b>
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>703 251</b>	<b>1 232 400</b>	<b>80 028</b>	<b>47 954</b>	<b>2 063 633</b>	<b>-159</b>	<b>2 063 474</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>7 567 571</b>	<b>14 443 512</b>	<b>864 346</b>	<b>585 520</b>	<b>23 460 949</b>	<b>-53 507</b>	<b>23 407 442</b>

**PASSIF**

(en milliers d'euros)

	Dommages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 09
Capital social ou fonds équivalents	208 998		7 229		216 227		216 227
Primes d'émission, de fusion et d'apport							
Réserve de réévaluation	116 303	12 979	8 969	-26	138 225		138 225
Autres réserves	423 297	327 165	210 364	312 249	1 273 075		1 273 075
Résultats cumulés	428		-3 275		-2 847		-2 847
Résultat net consolidé	-70 258	-1 270	-4 569	7 157	-68 940		-68 940
<b>CAPITAUX PROPRES GROUPE</b>	<b>678 768</b>	<b>338 874</b>	<b>218 718</b>	<b>319 380</b>	<b>1 555 740</b>		<b>1 555 740</b>
Intérêts minoritaires	8	17 100		5 246	22 354		22 354
<b>CAPITAUX PROPRES TOTAUX</b>	<b>678 776</b>	<b>355 974</b>	<b>218 718</b>	<b>324 626</b>	<b>1 578 094</b>		<b>1 578 094</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>19 112</b>	<b>74 140</b>	<b>4 171</b>	<b>7 491</b>	<b>104 914</b>		<b>104 914</b>
Dettes subordonnées	155 447	114 729	10 000		280 176	-11 738	268 438
Dettes de financement représentées par des titres							
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	80 658			5 835	86 493		86 493
Autres dettes de financement	196	3 901	2 345	2 783	9 225	-2 318	6 907
<b>DETTES DE FINANCEMENT</b>	<b>236 301</b>	<b>118 630</b>	<b>12 345</b>	<b>8 618</b>	<b>375 894</b>	<b>-14 056</b>	<b>361 838</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>	6 265 989	13 354 384	557 386		20 177 759	-1 716	20 176 043
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>		112 857			112 857		112 857
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</b>	<b>6 265 989</b>	<b>13 467 241</b>	<b>557 386</b>		<b>20 290 616</b>	<b>-1 716</b>	<b>20 288 900</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>		164 478			164 478		164 478
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>							
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i>							
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers</b>		<b>164 478</b>			<b>164 478</b>		<b>164 478</b>
<b>Instruments dérivés séparés sur contrats</b>							
Participation aux bénéfices différée passive		14 682			14 682		14 682
<b>PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS</b>	<b>6 265 989</b>	<b>13 646 401</b>	<b>557 386</b>		<b>20 469 776</b>	<b>-1 716</b>	<b>20 468 060</b>
<b>RESSOURCES DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE</b>							
<b>PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES</b>	<b>59 545</b>	<b>179 202</b>		<b>3 905</b>	<b>242 652</b>		<b>242 652</b>
<b>DETTES ENVERS LES PORTEURS DE PARTS D'OPCVM CONSOLIDES</b>				<b>180 182</b>	<b>180 182</b>		<b>180 182</b>
Dettes d'exploitation représentées par des titres							
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	38 362	4 878	5 304		48 544		48 544
Instruments dérivés passifs	714				714		714
Dettes nées des opérations d'assurance	7 415	22 317	4 231		33 963		33 963
Dettes nées des opérations de réassurance	46 709	981	19 258		66 948	-526	66 422
Dettes d'impôts exigibles	12			4	16		16
Autres dettes	214 636	40 989	42 933	60 694	359 252	-37 209	322 043
<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>307 848</b>	<b>69 165</b>	<b>71 726</b>	<b>60 698</b>	<b>509 437</b>	<b>-37 735</b>	<b>471 702</b>
<b>PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES</b>							
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>7 567 571</b>	<b>14 443 512</b>	<b>864 346</b>	<b>585 520</b>	<b>23 460 949</b>	<b>-53 507</b>	<b>23 407 442</b>

## 8.2 BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008

## ACTIF

(en milliers d'euros)

	Domages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	31 déc 08
Ecarts d'acquisition		18 015			18 015		18 015
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance							
Autres immobilisations incorporelles	71 733	1	9 355	15	81 104		81 104
<b>ACTIFS INCORPORELS</b>	<b>71 733</b>	<b>18 016</b>	<b>9 355</b>	<b>15</b>	<b>99 119</b>		<b>99 119</b>
Immobilier de placement	254 956	851 723	14 758		1 121 437	-811 418	310 019
Immobilier de placement en UC							
Placements financiers	4 230 061	11 754 817	462 153	94 694	16 541 725	-50 284	16 491 441
Placements financiers en UC		110 003			110 003		110 003
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	4 189				4 189		4 189
<b>PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE</b>	<b>4 489 206</b>	<b>12 716 543</b>	<b>476 911</b>	<b>94 694</b>	<b>17 777 354</b>	<b>-861 702</b>	<b>16 915 652</b>
<b>EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES</b>	<b>26</b>			<b>170 402</b>	<b>170 428</b>	<b>-2 170</b>	<b>168 258</b>
<b>INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES</b>	<b>140 724</b>	<b>2 851</b>		<b>145 165</b>	<b>288 740</b>		<b>288 740</b>
<b>PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS</b>	<b>447 570</b>	<b>1 429</b>	<b>36 677</b>		<b>485 676</b>	<b>-34 160</b>	<b>451 516</b>
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	299 500	8 996	9 031	773	318 300	-69	318 231
Frais d'acquisitions reportés	83 572	76 572	538		160 682		160 682
Participation aux bénéfices différée active		400 860			400 860		400 860
Actifs d'impôts différés	97 403	219 160		228	316 791		316 791
Créances nées des opérations d'assurance	201 729	2 027	30 044		233 800	-3 259	230 541
Créances nées des opérations de réassurance	42 682	940	614		44 236	-5 392	38 844
Créances d'impôt exigible	30 258				30 258		30 258
Autres créances	222 927	39 912	19 476	37 981	320 296	-59 552	260 744
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>978 071</b>	<b>748 467</b>	<b>59 703</b>	<b>38 982</b>	<b>1 825 223</b>	<b>-68 272</b>	<b>1 756 951</b>
<b>ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES</b>							
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>449 636</b>	<b>959 573</b>	<b>70 516</b>	<b>267 311</b>	<b>1 747 036</b>	<b>-6 929</b>	<b>1 740 107</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>6 576 966</b>	<b>14 446 879</b>	<b>653 162</b>	<b>716 569</b>	<b>22 393 576</b>	<b>-973 233</b>	<b>21 420 343</b>

**PASSIF**

(en milliers d'euros)

	Dommages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	31 déc 08
Ecarts d'acquisition		18 015			18 015		18 015
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance							
Autres immobilisations incorporelles	71 733	1	9 355	15	81 104		81 104
<b>ACTIFS INCORPORELS</b>	<b>71 733</b>	<b>18 016</b>	<b>9 355</b>	<b>15</b>	<b>99 119</b>		<b>99 119</b>
Immobilier de placement	254 956	851 723	14 758		1 121 437	-811 418	310 019
Immobilier de placement en UC							
Placements financiers	4 230 061	11 754 817	462 153	94 694	16 541 725	-50 284	16 491 441
Placements financiers en UC		110 003			110 003		110 003
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	4 189				4 189		4 189
<b>PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE</b>	<b>4 489 206</b>	<b>12 716 543</b>	<b>476 911</b>	<b>94 694</b>	<b>17 777 354</b>	<b>-861 702</b>	<b>16 915 652</b>
<b>EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES</b>	<b>26</b>			<b>170 402</b>	<b>170 428</b>	<b>-2 170</b>	<b>168 258</b>
<b>INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES</b>	<b>140 724</b>	<b>2 851</b>		<b>145 165</b>	<b>288 740</b>		<b>288 740</b>
<b>PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS</b>	<b>447 570</b>	<b>1 429</b>	<b>36 677</b>		<b>485 676</b>	<b>-34 160</b>	<b>451 516</b>
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	299 500	8 996	9 031	773	318 300	-69	318 231
Frais d'acquisitions reportés	83 572	76 572	538		160 682		160 682
Participation aux bénéfices différée active		400 860			400 860		400 860
Actifs d'impôts différés	97 403	219 160		228	316 791		316 791
Créances nées des opérations d'assurance	201 729	2 027	30 044		233 800	-3 259	230 541
Créances nées des opérations de réassurance	42 682	940	614		44 236	-5 392	38 844
Créances d'impôt exigible	30 258				30 258		30 258
Autres créances	222 927	39 912	19 476	37 981	320 296	-59 552	260 744
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>978 071</b>	<b>748 467</b>	<b>59 703</b>	<b>38 982</b>	<b>1 825 223</b>	<b>-68 272</b>	<b>1 756 951</b>
<b>ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES</b>							
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>449 636</b>	<b>959 573</b>	<b>70 516</b>	<b>267 311</b>	<b>1 747 036</b>	<b>-6 929</b>	<b>1 740 107</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>6 576 966</b>	<b>14 446 879</b>	<b>653 162</b>	<b>716 569</b>	<b>22 393 576</b>	<b>-973 233</b>	<b>21 420 343</b>

### 8.3 COMPTE DE RÉSULTAT ET ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2009

(en milliers d'euros)	Domages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 09
<i>Primes émises</i>	2 394 608	1 118 818	437 361		3 950 787	-2 384	3 948 403
<i>Variation des primes non acquises</i>	-1 033 679		-192 410		-1 226 089		-1 226 089
<b>Primes acquises</b>	<b>1 360 929</b>	<b>1 118 818</b>	<b>244 951</b>		<b>2 724 698</b>	<b>-2 384</b>	<b>2 722 314</b>
Produit net bancaire, net du coût du risque							
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	1 153			15 648	16 801	-222	16 579
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-26 492	-4 698	-24 940	-3 102	-59 232	-9 234	-68 466
<i>Produits des placements</i>	88 489	250 072	9 233	717	348 511	-524	347 987
<i>Charges des placements</i>	-5 778	-3 062	-696	-26	-9 562	29	-9 533
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	-3 933	4 465	302	1 980	2 814		2 814
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	9 588	15 005	189	11	24 793		24 793
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-4 210	-26 514	-1 365	-2 589	-34 678	-425	-35 103
<b>Produits des placements nets de charges</b>	<b>84 156</b>	<b>239 966</b>	<b>7 663</b>	<b>93</b>	<b>331 878</b>	<b>-920</b>	<b>330 958</b>
Charges des prestations des contrats	-1 379 832	-1 317 772	-191 588		-2 889 192	1 809	-2 887 383
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-82 119	-520	-10 991		-93 630	2 061	-91 569
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	111 431	336	9 181		120 948	-1 560	119 388
<b>Charges ou produits nets des cessions en réassurance</b>	<b>29 312</b>	<b>-184</b>	<b>-1 810</b>		<b>27 318</b>	<b>501</b>	<b>27 819</b>
Charges d'exploitation bancaire							
Charges des autres activités	-11 121			-9 614	-20 735	490	-20 245
Frais d'acquisition des contrats	-140 106	-10 763	-20 052		-170 921	8 503	-162 418
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés							
Frais d'administration	-28 157	-10 482	-14 488		-53 127	899	-52 228
Autres produits et charges opérationnels courants		-421	-283		-704		-704
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>-110 158</b>	<b>14 464</b>	<b>-547</b>	<b>3 025</b>	<b>-93 216</b>	<b>-558</b>	<b>-93 774</b>
Autres produits et charges opérationnels	781	382	-2 850	1 271	-416	63	-353
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>-109 377</b>	<b>14 846</b>	<b>-3 397</b>	<b>4 296</b>	<b>-93 632</b>	<b>-495</b>	<b>-94 127</b>
Charge de financement	-7 694	-4 163	-342	-255	-12 454	495	-11 959
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-273	106		4 948	4 781		4 781
Impôts sur les résultats	47 085	-12 132	-830	-1 688	32 435		32 435
Résultat sur abandon d'activité après impôt							
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>-70 259</b>	<b>-1 343</b>	<b>-4 569</b>	<b>7 301</b>	<b>-68 870</b>		<b>-68 870</b>
Intérêts minoritaires	-1	-73		144	70		70
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>	<b>-70 258</b>	<b>-1 270</b>	<b>-4 569</b>	<b>7 157</b>	<b>-68 940</b>		<b>-68 940</b>

(en milliers d'euros)	Domages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 09
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>-70 258</b>	<b>-1 270</b>	<b>-4 569</b>	<b>7 157</b>	<b>-68 940</b>		<b>-68 940</b>
Ecart de conversion							
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	83 364	187 450	7 915	-1 500	277 229		277 229
Réévaluation des instruments dérivés de couverture							
Réévaluation des immobilisations							
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies							
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	684	19		-810	-107		-107
"Comptabilité reflet" brute d'impôt différé		-171 040			-171 040		-171 040
Impôts	-28 938	-5 656		796	-33 798		-33 798
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres groupe</b>	<b>55 110</b>	<b>10 773</b>	<b>7 915</b>	<b>-1 514</b>	<b>72 284</b>		<b>72 284</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	-15 148	9 503	3 346	5 643	3 344		3 344
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires	-1	490		105	594		594
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-15 149	9 993	3 346	5 748	3 938		3 938

## 8.4 COMPTE DE RÉSULTAT ET ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2008

(en milliers d'euros)	Dommages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 08
<i>Primes émises</i>	2 387 803	982 294	368 096		3 738 193	-4 265	3 733 928
<i>Variation des primes non acquises</i>	-1 033 707		-144 319		-1 178 026		-1 178 026
<b>Primes acquises</b>	<b>1 354 096</b>	<b>982 294</b>	<b>223 777</b>		<b>2 560 167</b>	<b>-4 265</b>	<b>2 555 902</b>
Produit net bancaire, net du coût du risque							
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	1 160			41 333	42 493	-264	42 229
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-23 530	-5 194	-14 377	5 334	-37 767	-19 336	-57 103
<i>Produits des placements</i>	111 297	250 890	8 536	-500	370 223	-5 626	364 597
<i>Charges des placements</i>	-8 175	-42 713	-963	-205	-52 056	31	-52 025
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	22 614	17 809	1 036	3 646	45 105		45 105
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	-68 725	-94 954	573		-163 106		-163 106
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-19 120	-20 980	65	-257	-40 292	-713	-41 005
<b>Produits des placements nets de charges</b>	<b>37 891</b>	<b>110 052</b>	<b>9 247</b>	<b>2 684</b>	<b>159 874</b>	<b>-6 308</b>	<b>153 566</b>
Charges des prestations des contrats	-1 174 911	-1 042 338	-180 100		-2 397 349	2 580	-2 394 769
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-81 470	-545	-10 319		-92 334	2 441	-89 893
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	32 279	219	9 864		42 362	-1 866	40 496
<b>Charges ou produits nets des cessions en réassurance</b>	<b>-49 191</b>	<b>-326</b>	<b>-455</b>		<b>-49 972</b>	<b>575</b>	<b>-49 397</b>
Charges d'exploitation bancaire							
Charges des autres activités	-7 008			-21 782	-28 790	767	-28 023
Frais d'acquisition des contrats	-137 708	-8 461	-17 513		-163 682	17 882	-145 800
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés							
Frais d'administration	-29 545	-9 588	-12 427		-51 560	2 771	-48 789
Autres produits et charges opérationnels courants		-430	149		-281		-281
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>-28 746</b>	<b>26 009</b>	<b>8 301</b>	<b>27 569</b>	<b>33 133</b>	<b>-5 598</b>	<b>27 535</b>
Autres produits et charges opérationnels	-29 524	1 647	-862	251 017	222 278	2 608	224 886
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>-58 270</b>	<b>27 656</b>	<b>7 439</b>	<b>278 586</b>	<b>255 411</b>	<b>-2 990</b>	<b>252 421</b>
Charge de financement	-11 218	-3 885	-289	-2 720	-18 112	2 990	-15 122
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	231	117		2 136	2 484		2 484
Impôts sur les résultats	8 407	-8 919	-834	-43 658	-45 004		-45 004
Résultat sur abandon d'activité après impôt							
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>-60 850</b>	<b>14 969</b>	<b>6 316</b>	<b>234 344</b>	<b>194 779</b>		<b>194 779</b>
Intérêts minoritaires	-2	739		187	924		924
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>	<b>-60 848</b>	<b>14 230</b>	<b>6 316</b>	<b>234 157</b>	<b>193 855</b>		<b>193 855</b>

(en milliers d'euros)	Dommages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 08
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>-60 848</b>	<b>14 230</b>	<b>6 316</b>	<b>234 157</b>	<b>193 855</b>		<b>193 855</b>
Ecarts de conversion							
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-109 864	-321 525	-14 303	-1 102	-446 794		-446 794
Réévaluation des instruments dérivés de couverture							
Réévaluation des immobilisations							
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies							
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-50	-141		277	86		86
"Comptabilité reflet" brute d'impôt différé		293 325			293 325		293 325
Impôts	37 826	9 713		380	47 919		47 919
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres groupe</b>	<b>-72 088</b>	<b>-18 628</b>	<b>-14 303</b>	<b>-445</b>	<b>-105 464</b>		<b>-105 464</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	-132 936	-4 398	-7 987	233 712	88 391		88 391
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires	-2	-189		153	-38		-38
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-132 938	-4 587	-7 987	233 865	88 353		88 353

## 8.5 COMPTE DE RÉSULTAT ET ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2008

(en milliers d'euros)	Dommmages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	31 déc 08
<i>Primes émises</i>	2 785 346	1 746 072	456 829		4 988 247	-10 711	4 977 536
<i>Variation des primes non acquises</i>	-13 917		-53		-13 970		-13 970
<b>Primes acquises</b>	<b>2 771 429</b>	<b>1 746 072</b>	<b>456 776</b>		<b>4 974 277</b>	<b>-10 711</b>	<b>4 963 566</b>
Produit net bancaire, net du coût du risque							
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	2 644			57 615	60 259	-507	59 752
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-61 719	-12 137	-29 186	6 564	-96 478	-25 385	-121 863
<i>Produits des placements</i>	205 315	513 098	18 554	3 087	740 054	-6 541	733 513
<i>Charges des placements</i>	-14 048	-83 985	-1 949	-221	-100 203	111	-100 092
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	-4 743	48 550	2 618	10 841	57 266		57 266
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	-129 610	-260 282	225		-389 667		-389 667
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-109 753	-243 001	-11 084	-5 838	-369 676	-1 285	-370 961
<b>Produits des placements nets de charges</b>	<b>-52 839</b>	<b>-25 620</b>	<b>8 364</b>	<b>7 869</b>	<b>-62 226</b>	<b>-7 715</b>	<b>-69 941</b>
Charges des prestations des contrats	-2 371 415	-1 642 989	-363 220		-4 377 624	4 066	-4 373 558
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-140 935	-1 168	-23 024		-165 127	4 976	-160 151
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	79 585	1 859	21 522		102 966	-2 932	100 034
<b>Charges ou produits nets des cessions en réassurance</b>	<b>-61 350</b>	<b>691</b>	<b>-1 502</b>		<b>-62 161</b>	<b>2 044</b>	<b>-60 117</b>
Charges d'exploitation bancaire							
Charges des autres activités	-14 652			-38 683	-53 335	1 399	-51 936
Frais d'acquisition des contrats	-340 010	-20 392	-33 833		-394 235	21 430	-372 805
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés							
Frais d'administration	-59 081	-19 632	-26 222		-104 935	5 590	-99 345
Autres produits et charges opérationnels courants	-22	-482	-667		-1 171		-1 171
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>-187 015</b>	<b>25 511</b>	<b>10 510</b>	<b>33 365</b>	<b>-117 629</b>	<b>-9 789</b>	<b>-127 418</b>
Autres produits et charges opérationnels	-25 247	3 171	-364	245 806	223 366	5 962	229 328
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>-212 262</b>	<b>28 682</b>	<b>10 146</b>	<b>279 171</b>	<b>105 737</b>	<b>-3 827</b>	<b>101 910</b>
Charge de financement	-21 894	-7 962	-718	-3 527	-34 101	3 827	-30 274
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5 369	30		-2 770	2 629		2 629
Impôts sur les résultats	77 102	-3 954	-1 686	-44 953	26 509		26 509
Résultat sur abandon d'activité après impôt							
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>-151 685</b>	<b>16 796</b>	<b>7 742</b>	<b>227 919</b>	<b>100 774</b>		<b>100 774</b>
Intérêts minoritaires	-2	835		362	1 195		1 195
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>	<b>-151 683</b>	<b>15 961</b>	<b>7 742</b>	<b>227 557</b>	<b>99 579</b>		<b>99 579</b>

(en milliers d'euros)	Dommmages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	31 déc 08
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>-151 683</b>	<b>15 961</b>	<b>7 742</b>	<b>227 559</b>	<b>99 579</b>		<b>99 579</b>
Ecarts de conversion							
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-73 014	-26 214	-1 109	-4 072	-104 409		-104 409
Réévaluation des instruments dérivés de couverture							
Réévaluation des immobilisations							
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies							
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	3 175	495		-3 692	-22		-22
"Comptabilité reflet" brute d'impôt différé		17 616			17 616		17 616
Impôts	24 046	2 792		2 642	29 480		29 480
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres groupe</b>	<b>-45 793</b>	<b>-5 311</b>	<b>-1 109</b>	<b>-5 122</b>	<b>-57 335</b>		<b>-57 335</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	-197 476	10 650	6 633	222 437	42 244		42 244
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires	-2	541		249	788		788
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-197 478	11 191	6 633	222 686	43 032		43 032





**Attestation  
du responsable  
du  
Rapport Financier  
Semestriel**

*J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Mutuelle et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité compris dans le présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.*

*Paris le 28 Août 2009,*

***Le Président du Conseil d'Administration***

***Gérard Andreck***



Rapport  
des

**commissaires aux  
comptes**

**SAS PARTENAIRES CONSEILS**

*Société d'Expertise Comptable  
et de Commissariat aux Comptes*  
18, rue du 24 Février  
B.P. 162  
79006 NIORT CEDEX

**Michel AIMÉ**

*Commissaire aux Comptes*  
Technopole Venise Verte  
Rue Euclide - B.P. 8421  
79024 NIORT CEDEX 9

*Membres de la Compagnie Régionale de POITIERS*

**MACIF**

Comptes arrêtés au 30 juin 2009

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009**

Aux Délégués de la MACIF,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2. III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la mutuelle MACIF, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans un contexte décrit dans le rapport semestriel d'activité de crise économique et financière. Cet environnement, qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice 2008, est caractérisé par une très grande volatilité des marchés financiers demeurés actifs et une raréfaction des transactions sur des marchés financiers devenus inactifs. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Niort, le 28 août 2009

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**S.A.S. PARTENAIRES CONSEILS**

Laurent Du SORBIER

Michel AIMÉ